

n°277  
mars-  
avril  
1999

**recto  
VERSO**

DOSSIER

**après  
la lutte  
des âges**

PORTRAIT

L'AUTRE  
MONTRÉAL

avec Bernard Vallée  
et Suzanne LaFerrière



# Les Forums de la CEQ

# sur Internet!

**Pour** s'informer, échanger,  
**Pour** débattre des grands enjeux  
qui influencent notre société,  
**Pour** soulever des problèmes  
ou chercher conseil,  
**Pour** faire circuler l'énorme  
expertise que l'on retrouve  
dans nos établissements  
et dans la communauté,  
une adresse :

<http://ceq.qc.ca/forums/forums.htm>

À vous la parole !



Gouvernement du Québec  
Ministère de la Culture  
et des Communications

# L'avenir, c'est **ici**

**dans chaque ville et village de nos régions**  
54 SADC, 300 permanents, 900 bénévoles, y croient et y travaillent avec la force de leur réseau

Réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités du Québec

Tél : (418) 658-1530 ■ Courriel : [sadc@ciril.qc.ca](mailto:sadc@ciril.qc.ca)

■ Site Web : [www.reseau-sadc.qc.ca](http://www.reseau-sadc.qc.ca)



Canada Développement économique Canada Canada Economic Development

Canada

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. *Recto Verso* cherche à comprendre et à rendre compte des transformations de la société, de ses acteurs et actrices, de ses structures et de ses influences. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nes sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans RECTO VERSO n'engagent que leurs auteurs-e-s.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION:**

MICHEL BUSSIÈRE, JEAN-GUY CHAPUT, MARIANIK GAGNON, FRANÇOISE GUAY, CLOTILDE LEMAY, LINA TRUDEL

**COMITÉ DE LECTURE:** ANDRÉE BELISLE, LOUIS BONNEVILLE, LOUIS BRILLANT, ANNE-MARIE BRUNELLE, JACQUES COLLIN, PIERRE DESJARDINS, GUILLAUME DOSTALER, ANDRÉ GIROUX, LUDOVIC HIRTZMANN, JEAN-FRANÇOIS JOBIDON, NATHALIE LABONTÉ, MARC SAINT-LOUIS.

**RÉDACTEURS EN CHEF:**

DANIEL S.-LEGALT ET RICHARD BOUSQUET.

**COORDINATION ET MISE EN MARCHÉ:**

ANNE-MARIE BRUNELLE.

**DIRECTION DE LA PRODUCTION ET**

**SECRETARIAT DE RÉDACTION:** RICHARD BOUSQUET.

**DIRECTION ARTISTIQUE,**

**ET MONTAGE COUVERTURE:** DANIEL S.-LEGALT.

**PROMOTION ET DISTRIBUTION:** NATHALIE LABONTÉ.

**RECHERCHE ET RÉDACTION:**

ANNE-MARIE BRUNELLE ET NATHALIE LABONTÉ.

**GESTION DES ABONNEMENTS ET DE LA DISTRIBUTION,**

**COMPTABILITÉ ET TRAITEMENT DE TEXTES:**

GINETTE GAUDREAU.

**REPRÉSENTATION PUBLICITAIRE:**

RENÉ HARVEY ET LÉOPOLD STE MARIE

(514) 523-5998, poste 22,

**ÉDITION:** REVUE VIE OUVRIÈRE INC.

**MISE EN PAGES ET GRAPHISME:**

COMPOSITION FLEUR DE LYSÉE.

**CORRECTION D'ÉPREUVES:** RAYMOND LANGEVIN.

**IMPRESSION:** IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL

**FRÉQUENCE DE PARUTION:** 6 NUMÉROS PAR AN.

**COUVERTURE:** PHOTO: GUNTHER GAMPER;

MÉDAILLON: PHOTO: ALAIN CHAGNON.

**TARIFS D'ABONNEMENT:** INDIVIDU OU GROUPE

POPULAIRE: 20\$/AN OU 32\$/2ANS.

INSTITUTIONNEL: 25\$/AN. SOUTIEN: 32\$/AN.

ÉTUDIANT OU SANS EMPLOI: 15\$/AN.

À L'ÉTRANGER (PAR AVION),

INDIVIDUEL: 30\$/AN. INSTITUTIONNEL: 40\$/AN.

UN NUMÉRO SEULEMENT: 4,00\$ TTC.

TIRAGE DE 100 000 COPIES: 54 000 EN DISTRIBUTION

PORTE À PORTE, 45 000 EN POINTS DE

DÉPÔT, 1000 EN ABONNEMENTS, À TRAVERS LE

QUÉBEC. LA DISTRIBUTION DE RECTO VERSO EST

CERTIFIÉE PAR L'AGENCE DE VÉRIFICATION DE LA

DISTRIBUTION PAR ASSERMENTATION (AVDA).

RECTO VERSO EST MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE

DÉVELOPPEMENT DES PÉRIODIQUES CULTURELS

QUÉBÉCOIS, ET DE L'ASSOCIATION DES MÉDIAS

ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC. SES

ARTICLES SONT INDEXÉS DANS LE RÉPERTOIRE

ANALYTIQUE DE PRESSE *REPÈRE*. DÉPÔT LÉGAL À

OTTAWA ET À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU

QUÉBEC. ISSN 1484-6586. ENVOI DE

PUBLICATION, ENREGISTREMENT N° 1325639.

PARUTION: N° 277, 1<sup>er</sup> MARS 1999.

**RECTO VERSO**

1215, RUE VISITATION, BUREAU 101, MONTRÉAL

(QUÉBEC) H2L 3B5

TÉLÉPHONE: (514) 523-5998,

TÉLÉCOPIER: (514) 523-5812

ADRESSE ÉLECTRONIQUE: VO@MLINK.NET

# Numéro 277

mars-avril 1999

PAGE 8



PHOTO: ALAIN CHAGNON

## Portrait

### Suzanne LaFerrière et Bernard Vallée L'autre Montréal: l'autobus à remonter le temps

Il y a *L'autre Montréal* comme il y a «l'autre télévision», comme il y a «moi et l'autre», pour souligner un caractère distinct, pour marquer une distance avec le conventionnel mais, du même coup, une proximité avec Montréal et les Montréalais-es. Et sans Suzanne LaFerrière et Bernard Vallée, il n'y aurait probablement pas *L'autre Montréal*.

PAGE 26



PHOTO: GUNTHER GAMPER

## Dossier

### Relations entre générations Après la lutte des âges

Depuis quelques mois, des associations de jeunes et de personnes âgées travaillent ensemble: des ponts se construisent. Il est question de nouvelles solidarités, de conquête d'une citoyenneté renouvelée, indépendamment de l'âge. Les transformations tant démographiques que sociales provoquent des changements de mentalité, de perceptions. Que deviennent les personnes nouvellement retraitées et quelle place font-elles au mentorat? 1999 est l'année internationale des personnes âgées, et peut-être celle du Sommet de la Jeunesse: quels en seront donc les enjeux?

## Éditorial

Restructuration de Desjardins: Alphonse dans un mur? ..... 4

## Carrefour de savoirs

Clowns sans frontières: Patch Partout ..... 14

Vélo l'hiver: Adhérer ..... 16

Le bouquineur: Avant de breveter le corps... ..... 18

Le cinéma d'animation: Extrêmes techniques ..... 19

## Kébékoscope

Conflits de travail à la STCUQ: Québec-Mtl allers-retours ..... 22

## On apprend 83% par la vue

Chronique insolente ..... 39

## Carrefour de pouvoirs

Made in ailleurs moins cher ..... 40

SSJB de Montréal: Qui veut bouter Bouthillier? ..... 41

Carrefour de savoir: Rencontre du troisième type ..... 46

Recto Verso offre la possibilité à des organismes communautaires d'informer ses lecteurs et lectrices. Ces groupes sont entièrement responsables de leurs pages, tant sur le plan rédactionnel que graphique.

Solidarité internationale: ..... 44-45

Action Réseau Consommateur: ..... 48-49



# Alphonse dans un mur?

Richard Bousquet

## *Le rejet des différences*

**L**e Mouvement Desjardins, à l'aube de son centenaire, est engagé dans un processus de réorganisation qui entraînera l'élimination de 5 000 postes dans un réseau prônant la fusion des petites caisses, l'élimination des fédérations régionales et la concentration du pouvoir. Que restera-t-il de l'âme coopérative du Mouvement? Quel bilan démocratique pourra-t-on faire de l'opération à l'échéance?

Dans les plans du Mouvement, d'ici cinq ans, les fédérations régionales disparaîtront, les caisses céderont de nombreux pouvoirs aux fédérations d'ici là, puis directement à la confédération. Cette concentration des pouvoirs aux mains des instances supérieures s'accompagne d'une séparation plus marquée entre la vie coopérative et les opérations financières. Ces dernières se retrouvent entre les mains d'administrateurs-rices salariés – plutôt vert HEC que vert Desjardins dans bien des cas –, désappropriant ainsi les dirigeants-és élus de l'activité financière, dans cette nouvelle dynamique basée sur la mondialisation et la concurrence féroce du marché financier.

### **LES CONTRADICTIONS**

Selon le discours officiel et les prises de parole de son président, Claude Béland, sur toutes les tribunes coopératives et de l'économie sociale, le Mouvement semble vouloir faire de la coopération

un avantage au regard des banques qu'il tente par contre d'imiter sur d'autres terrains. La mobilisation et le poids politique de plus de 13 000 dirigeants-és bénévoles n'est sûrement pas à dédaigner. «Le jour où une caisse fusionne, elle perd un avantage concurrentiel inestimable, celui d'avoir une douzaine de dirigeants bénévoles qui agissent comme autant d'ambassadeurs dans leur milieu», rappelait Jocelyn Proteau, président de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec, en février 1994. N'empêche que la réorganisation entraînera la disparition de plus de 500 des 1 200 caisses actuelles, à la suite de la fusion des caisses de moins de 200 millions de chiffre d'affaires en milieu urbain, 50 millions en milieu rural. L'avantage concurrentiel s'amenuise.

Sylvie Beauregard, ex-présidente de la Caisse populaire St-Jude, petit village de 1 200 résidants-és près de St-Hyacinthe, exprime son scepticisme. «Les membres sont de plus en plus exigeants face au service et aux rendements mais la caisse a toujours été rentable. Cependant les coûts de la réingénierie imposés par le Mouvement vont nous forcer à fusionner avec d'autres caisses de la région. La fusion des conseils d'administration peut sembler acceptable, c'est plus difficile qu'avant de trouver des administrateurs bénévoles dans chaque village. Mais les gens n'accepteront pas la fermeture de

la caisse. On parle également de fusion des municipalités, des écoles et des paroisses, ils ont l'impression d'être déposés de leurs institutions.» La caisse populaire a déjà commencé à remplacer le bureau de poste comme symbole de survie des régions, la lutte des résidants-és de Lac-au-saumon dans la vallée de la Matapédia en faisant foi.

### **LES ANACHRONISMES**

Près de 25 % des dirigeants-és de caisses ont plus de 60 ans mais seulement 16 % sont des professionnels-és. Le portrait type du dirigeant a évolué, cependant à peine plus de 2 % d'entre eux ont moins de 30 ans. Les caisses auront-elles les antennes assez connectées sur le milieu après la réalisation du processus de fusion et de concentration du pouvoir enclenché? Avec un accroissement de l'uniformisation réglementaire des pratiques et de la succursalisation des caisses qu'entraîne la réingénierie du Mouvement, il est permis d'en douter. «Il n'est pas étonnant que certaines caisses aient des problèmes de recrutement, juge Clément Guimond, coordonnateur de la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec). Les administrateurs sont devenus des mercenaires d'en haut vers la base.»

Cette plus grande centralisation a pris racines il y a près de 30 ans, selon Benoît Lévesque, professeur à l'UQÀM: «À l'origine, l'activité des caisses se limitait à la

communauté locale. La décision prise au tournant des années 1970, de contribuer au développement économique par la voie de l'investissement et celle prise en 1986, au niveau du Mouvement, de faire davantage de financement industriel et commercial constituent un tournant majeur au niveau de la mission de Desjardins. Le changement dans la mission des caisses a contribué grandement non seulement à une plus grande centralisation mais également à légitimer cette dernière.»

#### ENCORE LA MOINS PIRE...

Les caisses populaires et d'économie sont aussi des acteurs importants dans le développement économique local et souvent un des seuls leviers financiers dans les quartiers défavorisés des grands centres et certaines communautés rurales. Lorsque des médias ont critiqué, non sans raison, l'application de certains frais aux gens plus démunis, ils ont toutefois omis de préciser que si les banques ne faisaient pas de même, c'était souvent parce qu'elles refusaient carrément de les servir ou étaient disparues du décor, pas assez rentable. Aucune banque n'affiche un bilan socio-économique comparable à celui du Mouvement Desjardins qui en 1995, à travers ses composantes, a versé 14,5 millions \$ en dons et commandites pour des projets dits du milieu.

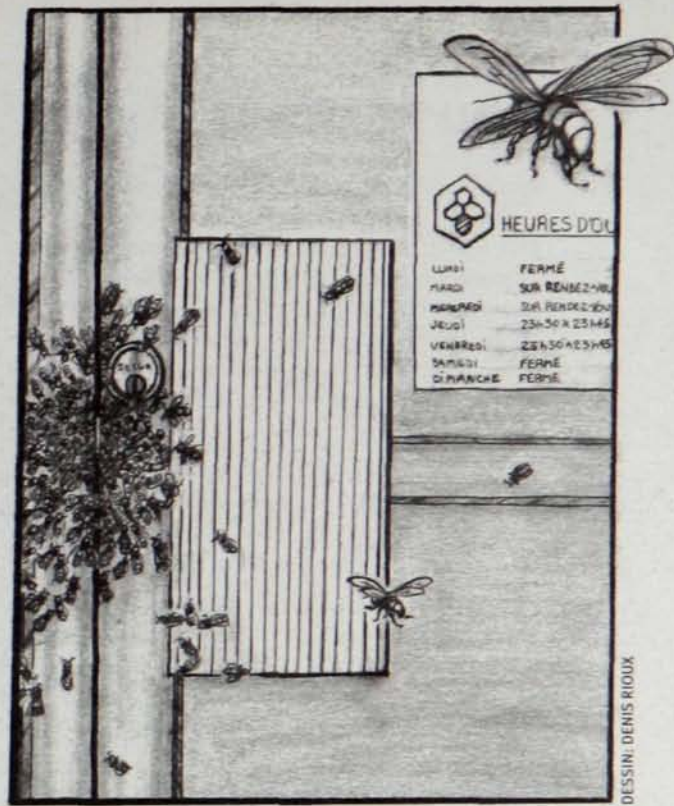
Dans un quartier pauvre de Montréal, plusieurs groupes communautaires ont trouvé une caisse ayant une approche respectueuse des citoyens-es les plus démunis auxquels ils tentent de venir en aide, après une expérience moins heureuse dans une autre caisse du quartier. Aujourd'hui, ils sont inquiets face au processus de fusion des deux caisses. Clément Guimond ne se fait pas rassurant: «La réingénierie dirige le Mouvement vers un service à deux rythmes: *high tech* pour les gros porte-feuilles, marginal pour les petits.» Desjardins veut sa part des 20 % de clients-es qui représentent 80 % de l'actif bancaire.

#### ADAPTER AUX STRUCTURES OU STRUCTURES ADAPTÉES?

Les caisses sont regroupées géographiquement dans dix fédérations. Une onzième fédération regroupe les caisses d'économie soit des caisses de groupe de travailleurs-es d'une même entreprise ou institution. Les conseils d'administration de ces caisses, vu leur base organisationnelle, sont souvent dynamiques et très près de leurs membres. En milieu urbain, plusieurs caisses d'économie ont constitué des moteurs du développement communautaire, coopératif, culturel et syndical québécois. Dans sa restructuration, le Mouvement Desjardins veut les diluer dans ses structures régionales qui ne deviendraient elles-mêmes que des succursales d'une grande fédération.

Ce débat au sein du Mouvement Desjardins ressemble de plus en plus au débat constitutionnel canadien et aux conclusions du rapport Durham: une confédération qui cherche à concentrer le pouvoir de ses onze fédérations en son sein et à éteindre la différence, le caractère distinct de sa fédération «mouton noir». Pour garder sa vigueur et sa personnalité, cette dernière devra-t-elle quitter le four avant d'y être fondue?

«Il n'est pas démontré qu'être plus gros égale être plus rentable», souligne Clément Guimond. «Il faut trouver le moyen de conserver la spécificité des différentes caisses et des régions tout en se donnant des services communs», renchérit Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec. Claude Béland a dit en novembre 1995 devant l'Association



## Le Mouvement est-il en train de perdre le caractère distinctif insufflé par Alphonse Desjardins, son fondateur?

for Canadian Studies in U.S.A., que «les banques de l'avenir auront une forte assise régionale (...), celles qui pourront faire en sorte que les épargnes qu'elles perçoivent dans leur milieu puissent y être réinvesties, alimentant ainsi l'activité économique de ce milieu». Il faut espérer que le président n'a pas changé d'idée et que le développement local des populations les plus marginalisées lui tient toujours à coeur.

Le Mouvement Desjardins se réappropriera-t-il sa propre différence avant de ne devenir qu'une autre banque, pas mieux que les autres? Il doit clairement débattre de la place de ses valeurs et de sa mission, de la force d'imagination et d'innovation de sa base comme alternative au chemin tracé par ses concurrents financiers. Le débat appartient aux 5 millions de membres... dans la mesure où ils sauront se faire entendre avant que leur espace démocratique ait totalement perdu son sens. ☐

## Nous tenons à vous!

Vous avez peut-être pris cet exemplaire de *Recto Verso* dans un endroit qui vous est familier mais qui nous l'était moins. Déjà distribués dans plus de 350 endroits à travers le Québec, le magazine est disponible dans 200 nouveaux points de dépôts à Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec et dans la grande région montréalaise. Vous pouvez maintenant nous trouver dans un grand nombre de bibliothèques, kiosques à journaux et librairies.

Notre tirage étant toujours de 100 000 exemplaires, ce nouveau développement signifie à plus ou moins brève échéance la fin de la distribution en porte à porte à Trois-Rivières, Québec et Montréal.

Vous pouvez toujours recevoir *Recto Verso* à domicile ou au bureau. Il suffit de remplir le coupon d'abonnement en page 13 et y adjoindre un petit chèque au montant requis. C'est un type de courrier que nous recevons et traitons encore avec grand plaisir.

Pendant que nous festoyions sur le thème du changement d'année, Pierre Vallières s'éteignait. Homme de lettres, d'idées et de causes, auteur de *Nègres blancs d'Amérique*, il a été rédacteur en chef du magazine *VO* (devenu *Recto Verso*), de 1989 à 1991. À peine remis de ces festivités, nous apprenions le décès d'Alain Demers, directeur administratif du journal *L'Itinéraire*. À quelques jours d'intervalle, nous perdions deux amis, deux personnes qui, à leur façon respective, avaient choisi le camp des plus démunis-es.

Une chance que la vie nous amène également des bonnes nouvelles. Chapeau bas au Comité des citoyens du Val-Saint-François. La décision de la Cour supérieure ne fera pas disparaître les pylones de leur décor mais oui, c'est un grand jour pour la démocratie. Pierre et Alain seraient contents.



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

«Mais plus je vieillissais (car les enfants pauvres vieillissent plus rapidement qu'ils ne grandissent), plus mes rêves ressemblaient à ceux d'un condamné à mort que l'espoir refuse de quitter...»

Pierre Vallières, 1938-1998



PHOTO: GUNTHER GAMPER

Le 18 janvier dernier, *Recto Verso* lançait son dernier numéro en organisant un débat public sur les fonds communs de placement, à la Bourse de Montréal. Robert Castonguay et Pierre Péloquin, fiduciaires à la Caisse de retraite des pompiers de Montréal et Bernard Élie, économiste et professeur à l'UQAM ont tenté de répondre à la question : faut-il désarmer les financiers? Au centre de la photo, Richard Bousquet, rédacteur en chef de *Recto Verso*, agissait à titre de modérateur.



Qu'est-ce qu'on ne ferait pas  
pour vous!

La modération a bien meilleur goût.  SAO

  
SAO

**QUI** s'assure du respect des normes de sécurité et de salubrité au restaurant ou dans les endroits publics ?

**QUI** voit quotidiennement à la mise en valeur de notre patrimoine et à la sauvegarde de nos ressources collectives ? Qui réaffirme pour tous et toutes l'universalité et l'accessibilité des services en tout temps, garantissant les mêmes chances dans la vie pour tous et pour toutes ?



**SYNDICAT DE LA FONCTION  
PUBLIQUE DU QUÉBEC**

La présence de la fonction publique est votre garantie ultime, Québécoises et Québécois, de recevoir de multiples services de qualité. Malheureusement, l'employeur – le gouvernement – cède de plus en plus, à des intérêts privés, des pans entiers d'activités, au nom d'une mondialisation et au détriment de nos acquis, fruit de trente années de chaudes luttes.

Le Syndicat de la fonction publique du Québec négocie présentement les conditions de travail de ses membres.

Ces travailleuses et travailleurs de l'État ont un revenu annuel moyen de 30 000 \$ et accusent, selon l'IRIR, un retard salarial évalué à 7,2 %, comparativement aux autres salariés québécois. Un réajustement s'impose... et vite!

**SOYONS ÉQUITABLE POUR TOUT LE MONDE  
CONSOLIDONS LA FONCTION PUBLIQUE**

La fonction  
publique,



on n'a pas les  
moyens de  
s'en priver !

## FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL

# FINANCEMENT DES CÉGEPS



*tous les <sup>maux</sup> mots sont là*

1259, rue Berri, bureau 400  
Montréal (Québec) • H2L 4C7  
Tél. : (514) 848-9977  
Télé. : (514) 848-0166  
Internet : [www.lafac.qc.ca](http://www.lafac.qc.ca)  
Courriel : [fac@lafac.qc.ca](mailto:fac@lafac.qc.ca)

# L'autobus à remonter le temps

## Collectif d'animation urbaine

Il y a **L'autre Montréal** comme il y a «l'autre télévision», comme il y a «moi et l'autre», pour souligner un caractère distinct, pour marquer une distance avec le conventionnel mais, du même coup, une proximité avec Montréal et les Montréalais-es.

**L'autre Montréal**, c'est, dit le prospectus, un «collectif d'animation urbaine», autrement dit, depuis sa génération quasi spontanée en 1976 et après son incorporation en 1983, un groupe d'une demi-douzaine de bénévoles (de permanents-es depuis mai dernier grâce à des subventions du Fonds de lutte contre la pauvreté et d'une fondation mise sur pied par Phyllis Lambert), qui s'est donné comme mission de faire découvrir, avec des visites guidées, Montréal et les enjeux de son développement.

L'organisme dispose aujourd'hui d'un catalogue d'une trentaine de circuits à thème et en effectue près de 200 par année à l'intention d'étudiants-es de cégep comme d'élèves d'écoles primaires, à la demande de groupes communautaires comme d'équipes de fonctionnaires attentifs à la découverte de quartiers, de préoccupations sociales, de problématiques locales. Celui consacré aux «quartiers des trains et des p'tits chars» par exemple entraîne les visiteurs-ses dans la découverte commentée (éditorialisée, dit Bernard Vallée) de Villeray et de Rosemont, d'anciennes banlieues qui «ont longtemps incarné, pour les Montréalais, le progrès, le confort et l'architecture nouvelle».

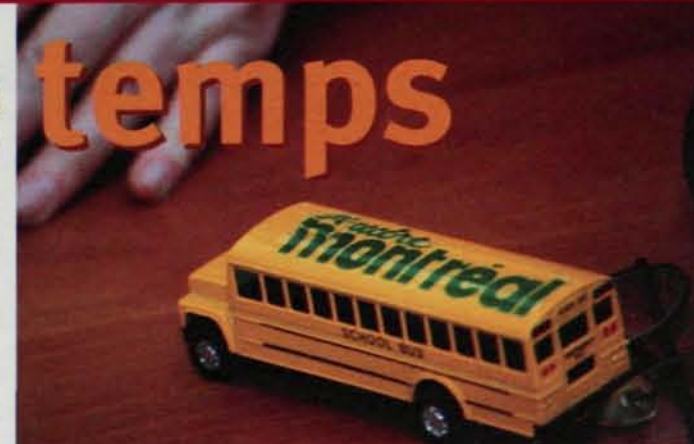
«Il nous est même arrivé», note Bernard Vallée, «l'un des instigateurs de ces visites pleines de surprises, qu'une de nos excursions urbaines soit offerte en cadeau d'anniversaire de prise de voile à des supérieures de congrégations religieuses.»

«Parfois, poursuit-il, nous nous donnons des objectifs. Nous avons, par exemple, monté une visite des communautés culturelles en réaction à des bavures policières - notamment celle dont a été victime un jeune Noir, abattu à bout portant - et à une xénophobie

latente. Parfois nous nous laissons interpeller. Nous avons ainsi, en 1990, mis sur roues et sur pied une visite du "Montréal des femmes" - des servantes irlandaises aux Soeurs grises en passant par les midinettes et les ouvrières - à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du droit de vote des femmes et l'avons inaugurée avec d'anciennes militantes.»

L'été dernier, le collectif a mis au point une visite *Toucher Montréal* destinée à un groupe d'aveugles. «Cela a été un défi passionnant, disent Bernard Vallée et ses complices. Il a fallu tout décrire: les textures, les ambiances, écouter le ronflement du courant Sainte-Marie, sentir les empreintes laissées par les chats dans les briques qui ont séché au soleil, rue du Champ de Mars...» Il y a un an, il a aussi proposé une visite du Montréal de la «folie» et accompagné des psychiatrisés-es et des spécialistes dans «l'émouvante découverte des lieux, des institutions et des politiques qui ont marqué l'évolution des mentalités vis-à-vis des personnes qui souffrent de maladies mentales».

Si l'autobus jaune des écoliers-ères est devenu tout à la fois le symbole, le véhicule des idéaux de L'autre Montréal et une étonnante machine à remonter le temps, c'est que cet autocar permet de passer partout, discrètement, de traverser avec pudeur et respect des quartiers défavorisés, qu'il se transforme aisément en loge pour les animateurs-rices lorsqu'ils font revivre les grandes figures du Montréal des utopies ou en galerie lorsqu'il est question d'évoquer les peintres de la métropole. C'est qu'il permet de maintenir le prix collectif d'une visite de trois heures à 350 \$ (documentation comprise) et que par vocation il est synonyme à la fois d'apprentissage et... de vacances.



Si les vrais autobus jaunes d'écoliers qu'emprunte L'autre Montréal sont incognito, ils se sont offert une réplique, un modèle réduit identifié...

PHOTO: ALAIN CHAGNON



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

PHOTO: ALAIN CHAGNON

Suzanne LaFerrière

Alain Gerbier

# «Je me souviens...»

**L**ongtemps avant que la ville et ses artères ne suscitent chez elle coups de coeur ou coups de sang, Suzanne LaFerrière a vécu en périphérie. Aux limites du monde carcéral tout d'abord, dans une maison isolée au milieu d'un immense terrain entre la Rivière des Prairies et le Pénitencier Saint-Vincent-de-Paul dont son père était directeur. Puis, un temps, en bordure du Québec, dans la région de Hull.

«À proximité du centre de détention, il n'y avait pas de voisins mais à cette époque les prisonniers venaient faire des travaux d'entretien... Bref, j'ai connu, dit-elle, une enfance atypique dans un univers de banlieue qui allait se constituer»

«Il faut savoir, insiste Suzanne, que dans la banlieue montréalaise des années 70, le réseau de transport en commun était quasi inexistant et qu'il n'y avait pas d'endroit où sortir»

Alors, peut-être faut-il voir dans cette situation, dans ces stéréotypes et ces contraintes (obligation de rentrer «sur le pouce» au terme d'une soirée

entre amis-es par exemple) l'explication à un engouement aujourd'hui quasi compulsif pour les autobus jaunes de L'autre Montréal et pour la métropole.

«La ville me paraissait intéressante parce que je n'y habitais pas, admet Suzanne. L'évasion, note-t-elle, ne pouvait se faire qu'en direction de la ville.»

## LA FANTASIE DES RUELLES CROCHES

C'est la fréquentation du cégep qui lui permet de changer de monde. Elle franchit la Rivière des Prairies, comme Bernard Vallée traverse, sensiblement à

la même époque, l'Atlantique. Elle découvre le quartier Ahuntsic et, comme le novice amérindien éponyme s'est noyé dans la Rivière des Prairies, elle se noie, plus au sud, dans l'architecture montréalaise et s'enivre de «la fantaisie des ruelles croches» des vieux quartiers. «Étudiante *straight*» et à bonne distance de la colonie pénitentiaire de son père, elle rêve du barreau, puis de service social.

Encore une fois, Suzanne LaFerrière est davantage «périphérique» que «marginale» et ce sont les circonstances qui l'amènent périodiquement à se «re-centrer». Elle, qui a côtoyé des anglophones à Ottawa, «tombe ainsi des nues» lorsqu'elle découvre les mouvements nationalistes. Par réaction, elle se situe alors plus près de la contre-culture états-unienne. De la même façon, c'est sa fréquentation de l'Université McGill, où elle obtient un baccalauréat en sociologie, qui l'amène à découvrir passivement le centre-ville.

On est maintenant au début des années 70. C'est l'époque des grandes démolitions, des politiques municipales de la terre ou plus exactement du quartier brûlé (rasage de la maison Van Home rue Sherbrooke, construction du complexe de la Cité). Suzanne, qui marche en sandales, recycle jusqu'à ses meubles, s'intéresse à l'artisanat, songe à un retour à la terre entre en contact avec des comités de logement et... plus sûrement qu'un toit découvre peu à peu son moi profond. «En fait, concède-t-elle, je demeure au milieu de cette décennie une fille de banlieue plus ou moins recyclée en fille de la ville.»

## L'ANTICHAMBRE DES SOLIDARITÉS

1975 est l'Année de la femme. Assistante de recherche à l'Université Concordia, elle s'intéresse à l'impact du travail des mères sur les enfants, tâche du chômage, entreprend une maîtrise en sociologie, l'abandonne après quelques sessions. Puis, imperceptiblement, elle se laisse habiter par la ville. Elle postule d'ailleurs auprès de l'administration municipale et en janvier 1977 se retrouve chargée de recherche en habitation et urbanisme, et impliquée dans la répartition géographique des habitations à loyer modique.



PHOTOS: ALAIN CHAGNON

Elle découvre en 1978 le Centre de santé des femmes et les pratiques alternatives de la médecine. Alors, elle abandonne son poste de fonctionnaire municipale et intègre en 1980 la clinique autogérée de Pointe-Saint-Charles. Le quartier est en pleine mutation. Elle est de ceux-celles qui réclament du logement social. «Elle a tout de suite compris l'importance de cette catégorie d'habitation, explique François Saillant du FRAPRU. Elle dénonce la "gentrification", s'implique sans compter, contribue à des revues, participe à des tables rondes.

Modeste, douée d'une capacité d'analyse peu commune et, comme Bernard Vallée, d'une aptitude naturelle à «faire rire et gronder les foules», elle déplace discrètement de véritables montagnes. Le comité de logement dans lequel elle milite vient d'engager André Lavallée pour coordonner un projet de coopérative. Ce dernier est, avec Bernard Vallée, l'un des instigateurs de L'autre Montréal. Alors, Suzanne prend tout naturellement l'autobus jaune en marche et commence dès 1983 à faire des visites guidées. Elle s'interroge sur ce qu'est l'appartenance à un quartier, découvre qu'il y a une fierté d'appartenir à une communauté, constate avec bonheur que «la visite guidée révèle la communauté à elle-même». Déjà, comme s'il s'agissait d'un enfant, elle porte le collectif d'animation urbaine, le nourrit.



Elle promène alors son gîte au gré des chums, des évictions: Hochelaga, Petite Patne, Plateau. Ça y est, elle est citadine. Elle sera bientôt propriétaire d'un micro duplex dans Villeray. Elle quitte la clinique en 1987 et, sous l'administration de Jean Doré, retourne à la Ville travailler à la commission permanente du Conseil sur l'aménagement, l'habitation et les travaux publics.

Sans réserve, elle fait don à L'autre Montréal de ses qualités de gestionnaire. Sans ostentation, elle apporte à la Ville de Montréal son exceptionnelle connaissance du terrain, une familiarité entretenue grâce à son implication dans le collectif d'animation urbaine dont elle demeure le membre bénévole le plus fidèle.

«Avec L'autre Montréal, dit-elle, on fait découvrir de l'humanité. À une époque où la transmission des connaissances ne se fait plus par le truchement des familles, on entretient ainsi la mémoire. Et surtout, conclut-elle, L'autre Montréal est souvent l'antichambre des solidarités.»

---

«On fait découvrir de l'humanité. À une époque où la transmission des connaissances ne se fait plus par le truchement des familles, on entretient ainsi la mémoire. Et surtout, L'autre Montréal est souvent l'antichambre des solidarités.»

Bernard Vallée

# Liberté, urbanité, fraternité

Alain Gerbier



Été 1976. C'est pleins feux sur Montréal. Sous le moignon de mât du stade olympique, la flamme jaillit. Jean Drapeau assure que les Jeux en valent la chandelle. Ailleurs en ville, dans les quartiers que les promoteurs rêvent de faire renaître de leurs cendres, les incendies éclatent comme des pavots sous le soleil de juillet. «Dans le seul quartier Saint-Louis, sur le Plateau Mont-Royal, il y avait 350 conflagrations par année», se souvient Bernard Vallée. «Il suffit aujourd'hui d'observer la rue Saint-Dominique, pour constater qu'elle en est restée scarifiée, édentée. Entre 1965 et 1975, sous l'administration Drapeau, plus de 35 000 logements ont été détruits. Dans *Le Jour*, le caricaturiste Berthio n'hésitait pas à représenter le maire sous les traits de Néron...»

À la même époque, Bernard Vallée lui aussi s'enflamme. Il se lance dans une exégèse des thèmes relatifs au logement abordés par le théoricien socialiste allemand Engels dans *Die Lage der arbeitenden Klassen in England* (*La situation des classes laborieuses en Angleterre*), le tout en introduction d'un programme de cours de 14 semaines consacré à l'étude des droits et recours des citoyens-nes en matière d'habitation. «Les cours, dispensés dans les Ateliers d'éducation populaire Mercier, rue Boucher, commençaient avec 30 étudiants et, malgré la projection de quelques diapositives, se terminaient avec 3, après mon analyse philosophique et politique de l'histoire du logement...»

Ébranlé par cette désaffection, Bernard Vallée décide alors de transporter sa classe dans un autobus et de lui faire visiter le quartier, de montrer concrètement de quoi il parle. «Les visites guidées ont permis une pédagogie plus active et le recours au théâtre (les participants-es jouaient des rôles) a provoqué davantage d'interaction que la simple lecture des lois sur le logement...»

Sans tambour ni trompette, mais déjà avec un autobus jaune, **L'autre Montréal** vient de naître et

Bernard Vallée, conteur, orateur et acteur-né vient de trouver avec la métropole québécoise un décor à sa mesure.

«Ici, au Québec, le mouvement social est sans prétention, très ancré, très pragmatique... il n'y a pas assez d'idéologie quoi qu'elle nous rattrape très vite», raisonne à voix haute ce «verboréacté» qui, avec modestie, abandonne aux circonstances et à l'obligation fortuite de rendre ses cours plus dynamiques une part de la maternité du collectif urbain d'animation qu'il a conçu.

Cependant, à bien y penser, toutes les voies empruntées par ce Français au regard fixé sur la ligne rouge des logements sociaux ne pouvaient que mener à l'apostolat social et urbain bien particulier qu'il a su développer et par le biais duquel, inlassablement, il révèle... Montréal.

## AVEC SES SABOTS

D'aucuns croiront déceler dans la naissance de ce fils de fonctionnaires à Poligny dans le Jura (l'un des départements les plus enneigés et les plus froids de France), à 40 km au nord d'un authentique «Montréal», puis dans son émigration à Rennes, en Bretagne, les signes d'un destin incontournable. C'est toutefois davantage dans une absence d'enracinement, dans une passion pour l'architecture et dans une propension naturelle à l'«agit-prop» qu'il faut chercher ses prédispositions à courtiser, déshabiller, draper de son histoire, valoriser, aimer, faire frissonner sa ville d'adoption. Impossible de s'y tromper, il y a quelque chose de charnel, de passionnel, dans la relation qu'entretient avec Montréal et sa population ce bouillant quadragénaire.

Ses études secondaires, puis universitaires à l'école d'architecture de Rennes s'imposent, rétrospectivement, comme des préliminaires amoureux. Tout



PHOTOS: ALAIN CHAGNON



comme sa volonté de rester au Québec lorsqu'on lui retire, en 1973, la bourse d'étude qui accompagne un échange entre les écoles d'architecture de la métropole bretonne et l'Université de Montréal. Tout comme sa soif de posséder une ville dans laquelle il pense, jusqu'en 1975, n'être que de passage. Tout comme, enfin, ses implications dans les Comités logement Rosemont et Saint-Louis, dans l'Atelier de design communautaire de Pointe-Saint-Charles, dans des programmes de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), de l'école de service social de l'Université de Montréal, du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), ainsi qu'à la Commission municipale de toponymie et au Centre de documentation populaire de Montréal.

«J'ai toujours la même approche avec les villes, note Bernard Vallée. Je joue à les habiter. J'y prends mes habitudes. À Burano, en banlieue de Venise, je détermine d'entrée quel est le café où je prends mon expresso. À Amsterdam, je choisis la maison où je m'imagine en train de vivre. Je cherche toujours, dans chaque ville, à découvrir ce que cachent avec plus ou moins de pudeur les façades.»

Ce n'est pas là un aveu d'infidélité. Contre vents et mairies déchaînées, Bernard Vallée reste indéfectiblement loyal à Montréal. Seul sur sa bicyclette ou dans l'un des «autobus à remonter le temps» qu'emprunte son collectif d'animation urbaine, cet «ébaudi Français» qui, à peine arrivé, osait présenter aux Montréalais-es leur propre ville, ne cesse d'être étonné par l'objet de sa passion. «Montréal chaque jour me séduit. Parfois, elle me met en colère (j'en ai besoin). Elle abrite des inégalités scandaleuses, mais, c'est une agglomération pacifique, une cité qui change au gré des saisons.»

Jamais Bernard Vallée n'est jaloux de son intimité avec la ville. Il la partage à la fois avec les personnages (utopistes, peintres, gens ordinaires...) qu'il fait vivre ou revivre et avec ceux-celles qui, transportés par son enthousiasme, manifestent à cette étonnante maîtresse un tant soit peu d'intérêt, sachant bien au fond de lui-même qu'ils en seront irrémédiablement transformés. ☺



**DOSSIER**  
**Outaouais : Des frontières en mouvance**  
**PORTRAIT: Marco Micone**  
**France : Encore de l'esclavage**



à lire dans la prochaine édition  
 mai-juin 1999



**Vous ne voulez pas prendre le risque de rater un numéro de Recto Verso?**

Vous ne payerez que les frais de poste et de manutention (toutes taxes incluses) :

Abonnement individuel	20\$
Étudiant et sans emploi	15\$
Abonnement institutionnel	25\$
Extérieur du Canada	30\$

**ABONNEZ-VOUS!**

Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste à :

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_  
 Paiement inclus: \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Revue Vie Ouvrière Inc.  
 1215 rue Visitation, bur. 101  
 Montréal (Québec)  
 H2L 3B5

tél. (514) 523-5998

Clowns sans frontières

# Patch Partout

Anne-Christine Schnyder

«**Q**uand la troupe est allée en Bosnie, une dame qui venait d'enterrer la moitié de sa famille a mis un nez de clown. Elle l'a mis, son nez de clown, habillée en noir, par respect pour ses morts et elle a dit: "J'ai pensé que plus jamais de ma vie je rirais." Pour moi, c'est la preuve qu'il y a une place pour le rire, pour rêver», raconte Alexis Goufas membre de Clowns Sans Frontières.

Fondée en décembre 1994 par Jacques Thériault, dit Jacko, la sec-

tion québécoise de Clowns Sans Frontières regroupe une quinzaine de personnes, dont cinq s'y consacrent à temps plein. Leur mandat est de produire des spectacles, de donner un soutien moral à celles qui ont tout perdu, aux enfants en particulier, victimes de la guerre, de la pauvreté ou de toute autre situation difficile, de leur apporter des souvenirs à sourire. Ils veulent également sensibiliser les gens à différents problèmes, tels les mines antipersonnel, le droit des enfants, ou les enfants-soldats. Julie Marquette, qui est allée au Mexique avec Sarah Baillargeon comme observatrice des droits humains (toutes deux ont d'ailleurs fait les manchettes en avril dernier lorsqu'elles se sont fait expulser du Chiapas), commente: «J'ai vu la pauvreté, la peur, le courage, l'honneur, l'amour. Quand tu vois ça, ça te donne l'énergie de faire des choses, comme travailler pour Clowns Sans Frontières.»

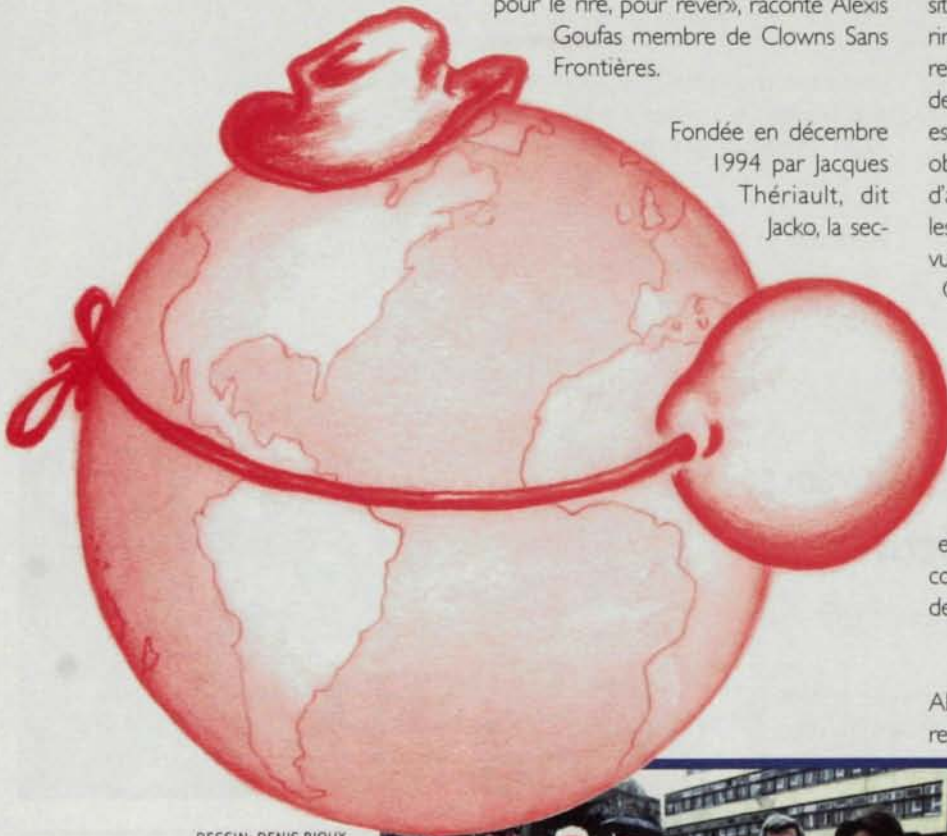
L'organisme a vu le jour en Espagne en 1992 à l'instigation d'un clown, Tortell Poltrona, qui prend conscience des bienfaits du rire après avoir fait une mission en Croatie. L'organisation ouvre ensuite ses frontières à la France puis au Québec. Elle compte désormais des ramifications dans une dizaine de pays.

## MESSAGERS-ÈRES

Alors que le travail de Médecins sans frontières est reconnu, celui des clowns doit encore faire ses preuves.

Jacko fait sienne la philosophie de Socrate: on ne peut soigner le corps si on ne soigne pas l'âme. Quiconque a vu des clowns et a ri grâce à eux s'en rappelle en général longtemps. Mais Rodrigue Guité ajoute: «Le clown, ce n'est pas qu'un amuseur; c'est aussi quelqu'un qui, avec son humour, sa façon de voir l'envers des choses, peut être un grand éducateur. C'est un éveilleur qui peut transporter le message plus facilement.»

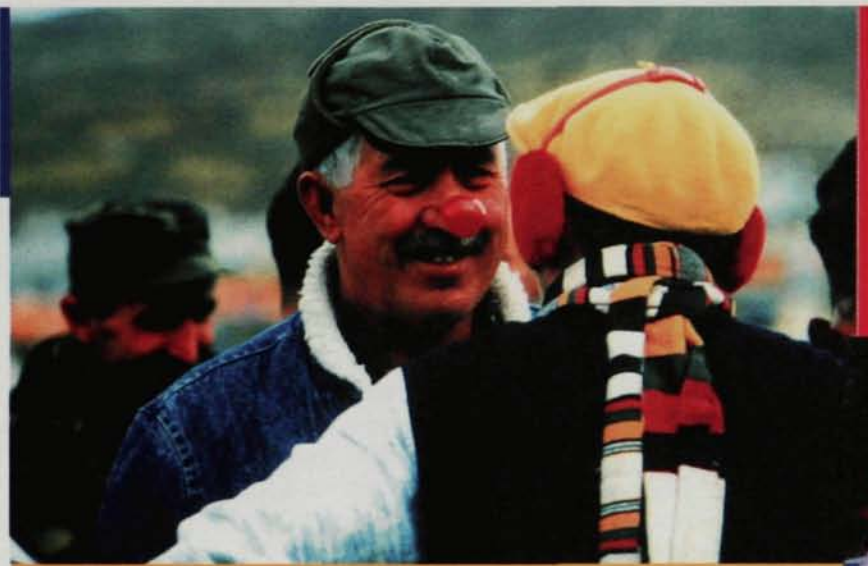
Les projets ne manquent pas. Ils voudraient créer un cabaret ainsi qu'une



DESSIN: DENIS RIOUX



PHOTO: COURTOISIE CLOWNS SANS FRONTIÈRES



En Bosnie ou à Montréal, les clowns de **Clowns sans frontières** font des spectacles de conscientisation étonnants.

école de clowns. Ils essaient également de mettre de l'avant le «rire-médecin», qui a déjà fait ses preuves à New York, Toronto et Paris. Ils s'efforcent de prouver la légitimité du projet, pour donner un soutien aux enfants et à leurs proches, pour les aider à mieux guérir ou du moins à mourir dans une certaine sérénité. Le Docteur Jean-François Chicoine, pédiatre à Ste-Justine, est en faveur d'un tel projet qu'il estime intéressant – des animations se font déjà à l'hôpital –, mais selon lui, il n'est pas nécessaire de l'institutionnaliser pour autant. Le rire n'est pas un traitement en soi, chaque médecin devrait être drôle à sa façon, lui-même se sert beaucoup du rire dans sa pratique quotidienne sans nécessairement le faire sous forme de boutade.

«L'humour est un moyen de communiquer qui peut appartenir au thérapeute comme au clown et les deux sont tout à fait complémentaires», explique le pédiatre qui déplore cependant le fait que le côté intéressant de l'acte thérapeutique est enlevé au personnel soignant s'il y a un divertissement extérieur. «Si un clown est à côté d'une infirmière qui fait une piqûre et qu'il divertit l'enfant, l'infirmière demeure la méchante et ne peut obtenir un rapport positif de l'acte négatif qu'elle fait, ni apporter elle-même des images jouissives ou créatives.» D'autre part, bien que la thérapie du rire soit valable sur le plan humain, en pédiatrie (contrairement à la gérontologie) les bienfaits scientifiques n'ont pas encore été prouvés.

#### DÉMINER LE MORAL

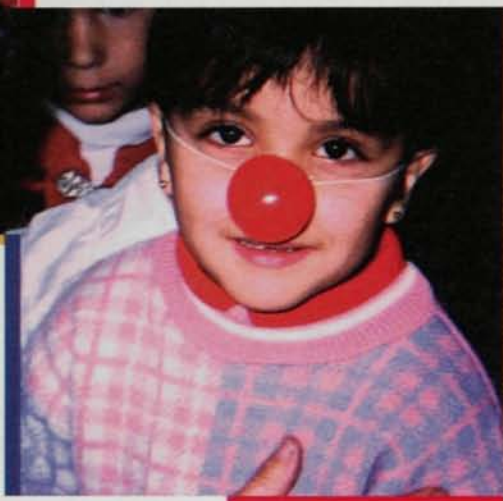
Environ 100 millions de mines recouvrent la planète; elles font une victime toutes les 22 minutes – dont une sur trois est un enfant – dans près de 70 pays. Une mine coûte 3 \$ à produire et 1 000 \$ pour l'enlever du sol. Pour conscientiser les gens au problème des mines antipersonnel, les membres de Clowns Sans Frontières ont monté un spectacle de déminage qu'ils pré-

sentent dans les écoles, dans la rue aussi parfois. Ils embarquent les élèves dans leur performance en les déguisant en démineurs avec les moyens du bord: bouts de fils électriques, costumes, grille-pain, etc...

La joyeuse équipe a aussi développé une conférence spectacle pour rejoindre les enfants en leur parlant notamment de leurs droits. Elle réalise des interventions spéciales. Le 3 décembre dernier, par exemple (date du premier anniversaire de la signature de la Convention d'interdiction des mines antipersonnel, signée à Ottawa par 122 pays en 1997), les Clowns Sans Frontières, invités par l'Unicef, se sont rendus au Centre St-Pierre, à Montréal, pour faire du déminage au pied d'une pyramide de chaussures apportées par des enfants représentant les victimes de mines antipersonnel.

#### LES SOUS POUR LE RIRE

Monter une expédition internationale dans un pays en conflit prend des mois de consultation, de négociation et beaucoup d'argent. Clowns Sans Frontières étant un organisme à but non lucratif, les projets sont bien plus nombreux que les moyens de les réaliser. Leur budget est très limité, environ 20 000 \$ par an, et l'organisme ne survit que grâce à l'auto-financement. Malgré leurs demandes de subvention, ils n'en ont encore jamais reçu. «C'est dur de se faire entendre», explique Jacko. Une expédition en Haïti ou au Guatemala coûte environ 50 000 \$.» Cela fait d'ailleurs deux ans qu'ils essaient d'aller en Haïti, pays symbolique car majoritairement peuplé d'enfants. Actuellement, ils s'attellent à organiser une tournée au Guatemala et au Honduras pour les victimes de l'ouragan Mitch. Un responsable de l'Unesco tente de leur négocier une tour-



PHOTOS: COURTOISIE CLOWNS SANS FRONTIÈRES

Vélo l'hiver

# Adhérer


Ramon Vitesse

née en Algérie, Carrefour-Tiers-Monde aimerait les envoyer en Afrique, dans des camps de réfugiés-es.

Outre avoir de l'argent, il faut être psychologiquement bien préparé pour partir en mission. «Je ne sais pas si je suis encore tout à fait prêt, confie Alexis. J'ai fait deux jours de contrat avec Jacko, il y a 20 ans et je pense que ça m'a pris une semaine pour revenir de mes émotions puis à peu près une vie pour revenir des réflexions que j'ai faites à partir de ce moment-là.» Jacko, qui est allé en Bosnie en 95 en plein milieu du conflit, le confirme: «Ça a été difficile car le problème en Bosnie c'est les mines antipersonnel qui sont partout. Tu ne peux pas te promener, c'est restreint, t'es pris dans la peur, tout le temps. [...] Le traumatisme que j'en ai, c'est de continuer plus que jamais ce travail-là, pour redonner un sourire aux enfants et leur rendre leur enfance perdue, c'est de convaincre les artistes qu'il faut embarquer dans cet outil-là.»

## BILLE DE PAIX

Chaque matin, au Canada, des milliers d'enfants ne mangent pas. «Nous, on prétend qu'on a une solution pour aider», affirme Jacko. Après s'être fait dire que leur affaire ne marcherait jamais parce qu'ils étaient un service et n'avaient rien à vendre, ces guérisseurs de l'âme ont eu l'idée de financer l'organisme avec des nez de clown. Aucun producteur de nez n'existant en Amérique du Nord, ils ont créé leur propre nez qu'ils vendent 2 \$ ou qu'ils distribuent lorsqu'ils sont en expédition afin de laisser un souvenir tangible de leur passage. À l'instar de l'Angleterre qui a une journée nationale du nez de clown, Clowns Sans Frontières voudrait en créer une aussi afin d'en faire profiter les enfants du Canada, de leur offrir à manger.

Le Musée de la civilisation à Québec les a entendus et a officiellement décidé de faire du nez de clown un instrument de paix. Depuis le 10 décembre 1998, le musée présente une exposition sur les droits de l'homme qui va durer trois ans. Clowns Sans Frontières y ont un kiosque avec leur fameux nez. Il y a de l'espoir. Celui qu'ils sèment. 

**D**e plus en plus de jeunes, mais aussi des femmes et des personnes âgées enfourchent leur vélo l'hiver venu. Toutefois, l'absence de volonté politique est patente à l'égard de cette pratique de transport alternatif.

Claire Morissette, auteure de *Deux roues un avenir* (éditions Écosociété, 1994), militante et cycliste toutes saisons depuis une vingtaine d'années, explique le changement: «Depuis le livreur d'épicerie à vélo, on sait que rouler dans la neige c'est faisable. Plus récemment, l'avènement du vélo de montagne, le boum des courriers à vélo et la pauvreté ont contribué à l'augmentation du nombre de cyclistes d'hiver.» De complètement farfelus il y a deux décades, les cyclistes emmitouffés sont désormais considérés comme «relativement normaux».

«La barrière première est culturelle (l'hiver on range le vélo). La seconde, le vrai problème, c'est l'automobile et les interventions soutenues du gouvernement en sa faveur. Montréal est plus cycliste que cyclable... Le réseau cyclable, en comparaison de ce qui se voit ailleurs, demeure embryonnaire», évalue l'auteure.

## DÉRAILLAGE POLITIQUE

Serge Lefebvre, fonctionnaire responsable du dossier vélo au département de la circulation de la Ville de Montréal, est formel: «la Ville ne veut pas



PHOTO: DENIS RIOUX

encourager l'utilisation du vélo en hiver.» Selon lui, «la question de la sécurité et les coûts importants de déneigement des pistes cyclables» font que rien n'est prévu dans l'immédiat.

Pour Bob Silverman, fondateur du *Monde à bicyclette* (MAB), journal cycliste écologiste et urbain, et utilisateur, à 65 ans, du vélo d'hiver combiné au transport en commun, l'argument des coûts supplémentaires inhérents au déneigement des pistes cyclables constitue «un préjudice à l'égard des cyclistes qui paient également des taxes. Déjà, on déneige un réseau routier et de trottoirs gigantesque... Le montant requis pour maintenir les pistes vélo ouvertes est, en comparaison, une goutte d'eau dans un océan, peut-être 2 % du budget.»

La Ville d'Ottawa avait instauré, il y a trois ans, un projet pilote sur deux ans qui visait à déneiger complètement les rues principales et encourageait les cyclistes à s'y essayer en publiant un dépliant informatif sur l'habillement, les techniques de base de conduite et la sécurité. Faute d'usagers-ères, le programme a été interrompu. France Lebeau, coordonnatrice du MAB, s'interroge: «Change-t-on une culture hivernale en aussi peu de temps?»

Serge Lefebvre soutient que: «actuellement, il n'y a pas de demande pour déneiger les infrastructures cyclables. Ni de la part des usagers, ni des organismes concernés. Vu la croissance du nombre d'usagers et de la période d'utilisation qui s'allonge, on pourrait en venir à ça (un projet pilote).» Selon John Johnson, animateur de l'atelier sur le vélo d'hiver à Vélo Québec, les cyclistes actifs à la saison froide sont dispersés et difficilement mobilisables: «Même ceux qui militent l'été semblent oublier tout ça pour les mois de froidure.» La Ville attend alors le retour du beau temps (comprendre du 15 avril au 15 novembre), pour se montrer favorable à ce mode de transport alternatif.

En Finlande, où l'hiver est comparable au nôtre, le ministère des Transports et des Communications reconnaît que: «Là où il est possible de marcher, il




PHOTO: ALAIN CHAGNON

est également possible de circuler à vélo.» Le ministère ne tergiverse pas quant aux responsabilités publiques: «Le maintien des pistes cyclables est important pour la promotion du cyclisme hivernal. L'hiver rend nécessaire un réseau intégré de pistes dans la mesure où la circulation cycliste auprès des voitures est particulièrement désagréable, voire dangereuse, en comparaison de l'été.»

## J'AIME L'HIVER

Dans son numéro de mars 1999, le magazine états-unien *Bicycling* fait de Montréal la ville nord-américaine la plus accueillante pour la pratique du vélo. Les auteurs n'y voient qu'un problème: «l'hiver est long et brutal.» Mais de plus en plus de citoyens-nes n'ont pas la patience d'attendre le printemps. Certains-es, comme Violette, ex-coumière à vélo, parlent même d'un «mode de vie». Elle affirme que «même tomber est moins dangereux à cause de la neige. Et il s'agit d'appivoiser son équilibre.» Les usagers-ères hivernaux sont, quoique certains en pensent, très rationnels: «Ça réchauffe, c'est très économique, ultra-flexible et rapide comme moyen de transport.»

Pour France Lebeau, «Après ton trajet en vélo, ton sport de la journée est fait!» Il suffit d'avoir un vieux vélo bien graissé (idéalement une ou trois vitesses/frein à rétro-pédalage), un habillement en pelures (comme pour le ski de fond), des bottes étanches, de quoi se couvrir les extrémités, un casque et... le goût d'essayer! 

Le bouquineur

Jean Lapalme

# Avant de breveter le corps...

## Le siècle biotech

On peut raser nos forêts puisque la science permet maintenant de concevoir et produire des organismes vivants qui joueront le même rôle que les arbres, les végétaux et les algues: fixer le  $\text{CO}_2$  dans l'atmosphère et produire de l'oxygène. Le génie génétique permet à l'humanité de s'affranchir des limites imposées jusqu'ici par la nature. Il ouvre littéralement la porte à une deuxième genèse, celle-ci cependant orchestrée de main d'homme, un nouveau champ d'activités économiques à haute valeur ajoutée!

Dans son plus récent ouvrage, *Le Siècle Biotech*, l'auteur du célèbre *The end of work*, Jeremy Rifkin, ne se contente pas de jouer au bonhomme-sept-heures en évoquant les chimères, monstres et autres «poulets à quatre cuisses» que la biotechnologie produit dorés et déjà. *Le Siècle Biotech* est un livre qui évoque un espoir: un futur délivré de ces créatures transgéniques; surtout, il définit les conditions de cet espoir.

«Le siècle biotech appartiendra ultimement aux penseurs systémiques, à ceux qui voient la biologie davantage comme un "processus" que comme une "construction" et qui voient le gène, l'organisme, l'écosystème et la biosphère comme un "super organisme intégré", la santé de chacune de ses parties dépendant de la santé de tout le système lui-même. C'est pourquoi les ingénieurs généticiens pourraient éventuellement devoir céder leur position dominante aux écologistes dont la pensée est plus apparentée à une conscience englobant la biosphère et tous ses éléments.» Rifkin définit quelques-uns des obstacles, pour ne pas dire des gouffres à surmonter pour en arriver là! Le premier et peut-être le plus imposant: Francis Bacon (1561-1626),

dont le rôle a été déterminant dans la genèse de la pensée occidentale. Selon Bacon, «il faut "serrer la vis" à la nature, la "façonner", lui "donner forme" de façon à repousser les limites de l'empire des hommes en asservissant toutes les choses possibles.» Armé de cette méthode scientifique, Bacon était convaincu que nous avons là une méthodologie qui nous fournirait, à terme, le pouvoir de «conquérir et subjuguier» la nature, ainsi que de «l'ébranler jusque dans ses fondements». Bacon jeta les prémisses d'une vision systématique de la domination finale de l'Homme sur la nature pour le siècle des Lumières qui suivra.

*Le Siècle Biotech* est une lecture passionnante, capitale! On y apprend que le génie génétique pousse la privatisation (commencée avec le morcellement des terres communales au 15<sup>e</sup> siècle) à son extrême limite en permettant que chacun des 100 000 gènes du génome humain, une fois «découvert», devienne la propriété privée d'un chercheur ou d'une firme après qu'un brevet aura été déposé à cet effet! On y fait une lecture étonnante et inédite de la théorie de la Sélection naturelle de Charles Darwin dont Rifkin montre qu'elle servait bien l'idéologie de la classe dominante au 19<sup>e</sup> siècle. Et il amène le lecteur dans le monde fascinant des questions cosmologiques, celles-là même qui sont au fondement de notre vision du monde, de la nature et de l'univers. 



Pierre Demers

# Extrêmes techniques

Le cinéma d'animation québécois emprunte la voie royale des multinationales de la 3D en alimentant les télévisions d'une certaine de pays et bientôt les salles de cinéma du monde. On ne reproduit plus les auteurs-es de film géniaux comme à l'époque des Normand McLaren et des Frédéric Back consacrés par des Oscars. Nous sommes à l'ère des génies millionnaires des effets spéciaux et des logiciels d'animation infographique miracles à la Daniel Langlois.

Les studios comme Cinars, Ciné-Groupe et les productions Pascal Blais mobilisent quelques milliers de dessinateurs-rices et d'infographistes. Sans oublier SoftImage et beaucoup d'autres entreprises spécialisées dans les effets spéciaux pour les longs métrages et les films publicitaires.

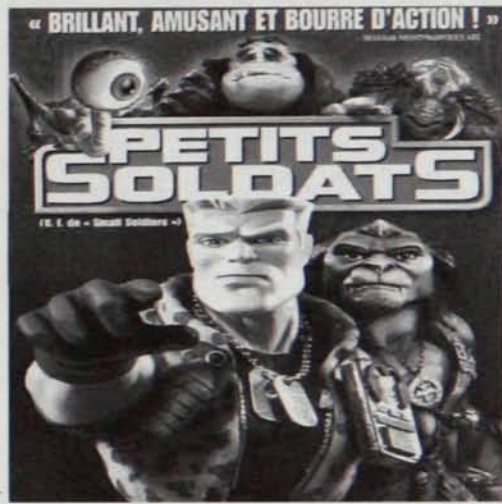
«Depuis dix ans», indique Pierre Hébert, directeur du studio d'animation de l'Office national du film, «on assiste à l'émergence d'une industrie commerciale et de grands studios d'animation. Auparavant, l'ONF et Radio-Canada occupaient toute la place. Maintenant ces deux maisons sont marginales.»

Marco de Blois, conservateur invité en animation à la Cinémathèque québécoise, tente une lecture historique. «Le cinéma d'animation a suivi la trajectoire du cinéma québécois tout court. Il s'est industrialisé à outrance. Les films se sont améliorés sur le plan technique au détriment du contenu. Nous sommes devant une nouvelle génération d'animateurs qui idolâtrant la quincaillerie mais qui n'ont rien à dire. De purs techniciens sans imagination comme Langlois.»

Le jugement est sévère mais se vérifie. La majorité des animateurs-rices privilégient l'hyperréalisme des images et développent le réflexe de reproduction idéale du réel sans jamais pousser loin l'émotion. Leurs personnages agissent sans âme comme des clones programmés d'avance.

Pierre Hébert précise la limite des nouveaux animateurs-rices. «Dans l'animation commerciale, on ne semble pas vouloir dépasser l'usage utilitaire des outils.

«Les films d'animation se sont améliorés sur le plan technique au détriment du contenu. Nous sommes devant une nouvelle génération d'animateurs qui idolâtrant la quincaillerie mais qui n'ont rien à dire.»



Chez-nous à l'ONF, on favorise davantage l'usage inventif, la vision d'auteur tout en considérant la pertinence des nouveaux outils infographiques.»

En fait, deux visions du cinéma d'animation s'affrontent. La première au service des effets spéciaux et de la technique et la seconde, au service des cinéastes. Notre cinéma d'animation aurait peut-être besoin d'une bonne panne de courant pour retrouver son imagination. 🗣️

## Nos multinationales de l'animation

La compagnie Ciné-Groupe termine actuellement avec un co-producteur allemand, Kelhon Media, Heavy Metal: F.A.K.K.2, un long métrage d'anticipation avec violence et sexe pour jeune public averti (13 ans et +) au coût de 20 millions \$. Le film sortira à l'automne 1999.

Les Productions Pascal Blais produisent un autre film d'animation commercial inusité: une adaptation du *Vieil homme et la mer* d'Ernest Hemingway pour le circuit des salles Imax. Le court métrage de 30 minutes est réalisé par un cinéaste artisanal – il dessine ses personnages sur le sable – de réputation internationale, Alexandre Petrov. Le film sortira en juillet prochain pour commémorer le centenaire de l'écrivain états-unien.

SEMAINE NATIONALE DE L'ACTION BÉNÉVOLE  
DU 18 AU 24 AVRIL 1999

# Le gouvernement du Québec rend hommage au bénévolat

**L**e gouvernement du Québec, grâce à la collaboration du Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec et de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec, désire poursuivre la tradition en attribuant, pour une deuxième année consécutive, les prix Hommage bénévolat-Québec.

Cette reconnaissance officielle, décernée dans chacune des 17 régions administratives du Québec, compte deux catégories. L'Hommage bénévolat-Québec, catégorie « Bénévole », met en lumière une ou un bénévole qui s'est distingué par son dévouement au mieux-être de la collectivité. L'Hommage bénévolat-Québec, catégorie « Organisme », souligne pour sa part l'apport d'une organisation qui, par son implication soutenue et la gestion efficace de ses bénévoles, contribue à l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyennes et concitoyens.

Au cœur  
de cette identité  
s'arriment  
les générations

Ce prix d'excellence est remis aux lauréates et lauréats lors d'une cérémonie à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la Semaine nationale de l'action bénévole 1999 qui se déroule du 18 au 24 avril.

Hommage bénévolat-Québec est un hommage aux bénévoles pour la générosité dont ils font preuve envers leur communauté. Cet hommage souligne l'encouragement qu'offrent les organismes aux bénévoles qui travaillent dans les secteurs d'activité d'aide, de soutien, d'entraide et d'accompagnement auprès des individus, des familles, des malades et des personnes démunies.

Hommage  
Bénévolat-Québec

Soba



Gouvernement du Québec  
Secrétariat à l'action  
communautaire autonome  
du Québec



Richard Amiot

Analyse des conflits de travail à la STCUQ

# Québec-Mtl allers-retours

Après la bataille, après la guerre, on se compte. À Québec, Claude Larose manqué à l'appel. L'ex-président de la Société des transports de la communauté urbaine de Québec (STCUQ) est tombé au champ d'honneur des conflits de travail dans un secteur, les transports en commun, qui n'en a pas manqué au Québec depuis 35 ans.

L'automne dernier, le président de la STCUQ a dû prendre prétexte d'une déclaration intempestive de la mairesse de Sainte-Foy, M<sup>me</sup> André Boucher, sur les négociations en cours avec les employés-es, pour remettre sa démission. Son départ, ainsi que ceux du directeur général et de son adjoint, allaient faciliter un règlement durable, quelques semaines plus tard, avec les chauffeurs-ses syndiqués-es à la CSN.

Au Québec, les relations de travail dans les transports en commun ont toujours été marquées par l'opiniâtreté avec laquelle patrons et syndiqués-es s'affrontaient. Dans la région de Québec, huit mois de grève, en 1979, à la CTCUQ; neuf mois, en 1981, sur la Rive-Sud; cent jours encore, à la STCUQ, en 1994. Mais, en janvier 1999, enfin, seu-

lement trois heures de grève pour s'entendre sur une convention collective apparemment satisfaisante pour tous.

À Montréal, les transports en commun avaient connu 22 grèves, dont 15 étaient illégales, entre 1965 et 1982, avant que le gouvernement du Québec n'adopte sa *Loi sur les services essentiels*. La Loi 72 n'a pas résolu les problèmes, mais elle a rendu les arrêts de travail plus acceptables aux yeux du public, tout en évitant désormais au gouvernement d'intervenir directement.

À la STCUM, les parties patronale et syndicale ont par la suite calmé le jeu. Louise Roy, nommée présidente et directrice générale, a réorganisé la STCUM (elle dirige maintenant le groupe Télémedia). Elle se fit alors une petite réputation en contribuant à rétablir un climat de confiance entre la direction, les usagers-ères et les employés-es. Il n'y a plus eu de grève à la STCUM depuis 1987. En 1990, sous la présidence désormais d'un élu municipal, Robert Perreault (l'actuel ministre), la STCUM s'entend avec ses chauffeurs-ses, passés sous la houlette du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), sans que n'éclate de conflit, mais sous la menace de la mise à pied de 400 d'entre eux. «Le SCFP chemine lentement vers le pragmatisme», titrait alors le journal *Les Affaires*.

## Ni TREBLINKA NI TIMISOARA

La signature de conventions collectives ne garantit pas les bonnes relations entre patrons et syndiqués. Les conflits peuvent se perpétuer sous des formes larvées. Aux conflits de travail déclarés, il faut ajouter tout ce qui peut découler d'inconvénients, pour les usagers-ères, à cause de mauvaises relations de travail au quotidien. À la STCUM, le nombre de griefs en suspens diminuait, de 2 383 en 1992, à 230 en 1994. À l'inverse, cela a dégénéré, à Québec. En février 1998, le retrait de quasiment tous les autobus du service régulier à la STCUQ,

à cause des rapports de déficiences majeures soumis par les mécaniciens-nes, après une fin de semaine consacrée «bénévolement» à la vérification du parc roulant, valait bien une grève.

À la demande de la STCUQ, le gouvernement provincial est intervenu, en créant une commission d'enquête présidée par le juge Beaudry. En lisant ses conclusions, la STCUQ est tombée de sa chaise. Le juge Beaudry lui attribuait tout le blâme de ces événements et blanchissait les mécaniciens-nes de l'accusation de sabotage lancée par les patrons.

Un peu d'histoire des relations de travail aurait évité cette humiliante leçon aux dingearns de la STCUQ. En 1982, après avoir enquêté sur les menaces de grève incessantes à la STCUM, la commission Jutras avait conclu en reprochant à la partie patronale son incompetence à négocier avec des syndicats au militantisme exacerbé. Dans le champ des relations de travail, il ne sert à rien d'exhumer des cadavres en public ou d'espérer qu'un «chevalier blanc» vienne sauver la mise pour l'une ou l'autre partie.

## LE GUN SUR LA TEMPE

Selon le professeur Jean Boisvin, spécialiste en relations industrielles à l'Université Laval qui s'est penché sur l'histoire comparée des deux conflits, les deux contextes, à Montréal et à Québec, sont les mêmes. Le service est de même nature. Il est essentiel à la population et au fonctionnement de l'économie. Cela détermine le même rapport de force et la stratégie syndicale du «gun sur la tempe». Cette stratégie n'est tempérée que par le degré de militantisme des syndiqués-es et par la pression du public.

Les conditions de l'exercice sont donc les mêmes, analyse le professeur Boisvin. Si les résultats ont varié dans le temps, à Montréal et à Québec, c'est à cause du programme d'austérité budgétaire imposé par le gouvernement provincial aux municipalités en 1996. Richard Fortin, conseiller syndical à la Fédération des employés de services publics



PHOTO: ALAIN CHAGNON

(FESP-CSN) et représentant des deux principaux groupes d'employés-es de la STCUQ, les mécaniciens-nes et les chauffeurs-ses, abonde dans le même sens. En 1987, il représentait les mécaniciens-nes de la STCUM.

Selon ce dernier, la table était mise dès 1994, à la STCUQ, pour des relations de travail harmonieuses. Les objectifs syndicaux et patronaux étaient connus: pacte social de cinq ans, réclamé par les patrons, parité salariale avec Montréal et retraite à 55 ans, pour les chauffeurs-ses. Si cela a dégénéré, c'est à cause de l'attitude autotaire de Claude Larose, dans un contexte difficile d'austérité budgétaire. Son successeur, Claude Cantin, a su, lui, déconspirer les relations, et ça s'est senti tant à la table de négociation que sur le plancher de travail, chez les mécaniciens-nes et les chauffeurs-ses de la STCUQ, constate le stratège syndical.

Claude Larose a présidé à la relance du transport en commun à la communauté urbaine de Québec, entre 1990 et 1998, contre vents et marées, malgré l'hostilité ou dans l'indifférence des maires de banlieue. Une opinion publique quasi unanime lui reconnaît ce mérite. La «paix syndicale» s'est finalement signée à Québec, avec un peu de retard sur Montréal. Et la STCUQ poursuivra la relance du transport en commun à Québec selon le plan d'action soumis en septembre 1998 par Claude Larose, mais sans lui. Ce plan de relance lui a coûté sa place, parce que le deuxième point de ce plan consistait en la conclusion d'une paix durable avec les employés-es syndiqués-es. ☐



PHOTO: ALAIN CHAGNON

Plus de **550** points  
de dépôt  
à travers le Québec  
pour vous procurer  
votre exemplaire  
gratuit  
de **recto  
VERSO**



## Vous êtes intéressés à devenir un point de dépôt pour le magazine ?

Nous vous fournirons un présentoir et 50 magazines à chacune des parutions.

Veuillez remplir et nous retourner le coupon suivant. La responsable de la distribution communiquera avec vous dans les plus brefs délais.

Nom \_\_\_\_\_  
 Organisation \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_  
 Tél. \_\_\_\_\_ Téléc. \_\_\_\_\_



1215, rue Visitation, bureau 101  
 Montréal (Québec) H2L 3B5  
 Tél. : (514) 523-5998 • Téléc. : (514) 523-5812  
 Adresse électronique : vo@mblink.net

- les bureaux nationaux et régionaux des organisations syndicales
- les corporations de développement économique communautaire
- les corporations de développement communautaire
- la plupart des CLSC

- les organismes de solidarité internationale
- les centres d'éducation populaire
- plusieurs institutions d'enseignement, associations étudiantes, librairies kiosques à journaux et bibliothèques
- de nombreux groupes communautaires

### AVIS DE CONVOCATION

#### aux membres de la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec) ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Tous les membres de la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec) sont convoqués à l'Assemblée générale annuelle de leur Caisse. DATE: le mardi 30 mars 1999 HEURE: 18H00  
 LIEU: Centre Jacques-Cartier, 421 boulevard Langelier à Québec (intersection Charest Est et Langelier)



Vous êtes chaleureusement invités à y participer. Nous profiterons de l'occasion pour prendre connaissance des résultats de la dernière année. Nous dresserons un bilan de l'implication de la Caisse dans son milieu et nous élirons nos dirigeantes et dirigeants. Toute personne intéressée à soumettre sa candidature doit le faire selon la procédure ci-dessus.

Nous aurons également à nous prononcer sur l'adoption d'un règlement autorisant l'émission de deux mille six cent quatre-vingt-douze (2 692) parts permanentes de dix dollars (10,5) chacune, pour un montant maximal de vingt-six mille neuf cent vingt dollars (26 920,5), afin de permettre aux membres qui le désirent de participer au «réinvestissement des intérêts en parts».

Enfin, prenez note que l'assemblée régulière sera suivie d'une assemblée extraordinaire portant sur le projet de fusion de notre Caisse avec la Caisse d'économie des syndicats nationaux. Un rendez-vous à ne pas manquer! Bienvenue à toutes et à tous!

Claude Allard, secrétaire de la Caisse

#### Élections

Des élections auront lieu aux postes suivants:

##### Au conseil d'administration

Au poste actuellement détenu par Monsieur André Therrien  
 Au poste actuellement détenu par Monsieur Claude Allard  
 Au poste actuellement détenu par Monsieur Jacques Blackburn  
 Au poste actuellement détenu par Monsieur Régis Laurin

##### Au conseil de vérification et de déontologie

Au poste actuellement détenu par Monsieur Jaque Couture  
 Au poste actuellement détenu par Monsieur Jean-Claude Boucher

Prenez note que:

- EST ELIGIBLE, tout membre ordinaire ou son représentant-e s'il s'agit d'un syndicat, coopérative, corporation ou autre personne morale, pourvu que le membre concerné soit admis depuis au moins 90 jours et que celui-ci ou son représentant-e le cas échéant ne soit pas inéligible en vertu de la Loi.
- Tout membre ayant droit de vote qui désire que soit proposée une candidature, y compris celle d'un dirigeant-e en poste, doit en produire un avis écrit aux bureaux de la Caisse, avant leur fermeture, **AU PLUS TARD LE 26 MARS 1999**. Cet avis, qui est adressé au président (Monsieur André

Therrien), doit être contresigné par le candidat-e et indiquer à quelle instance il ou elle soumet sa candidature.

- Des AVIS DE CANDIDATURE sont disponibles à la Caisse. Vous pouvez en obtenir un exemplaire en vous adressant à la réception.

### ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DE FUSION

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée extraordinaire de la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec) aura lieu le mardi 30 mars 1999, à 20h00, au Centre Jacques-Cartier, situé au 421, boulevard Langelier, à Québec (à l'intersection de Charest Est et Langelier).

Le seul sujet pouvant faire l'objet de délibérations et de décisions lors de cette assemblée sera la fusion de la caisse avec la Caisse d'économie des Syndicats nationaux, ce qui inclut l'adoption du règlement de régie interne de la caisse issue de la fusion.

À cet égard, une convention de fusion à intervenir entre les caisses qui fusionnent sera soumise aux membres pour adoption. Cette convention de fusion, qui doit être adoptée par l'assemblée extraordinaire de chaque caisse qui fusionne, comprend entre autres les éléments suivants:

- le nom des caisses qui fusionnent:
  - Caisse d'économie des Travailleuses et Travailleurs (Québec)
  - Caisse d'économie des Syndicats nationaux
- le nom de la caisse issue de la fusion serait:
  - Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Québec)
- son siège serait établi dans le district judiciaire de Québec, et le groupe dans lequel elle pourrait recruter ses membres serait:
  - La Confédération des Syndicats nationaux, les syndicats et les organismes qui lui sont affiliés ou qui lui ont été affiliés, ainsi que l'ensemble de leurs membres, salariés et dirigeants actifs ou retraités;
  - Les organismes collectifs affiliés au Centre de recherche et de développement populaire du Québec ainsi que les membres de ces organismes;
  - La Coopérative de développement régional de Montréal, les organismes qui lui sont affiliés ou qui lui ont été affiliés, ainsi que l'ensemble de leurs membres, salariés et dirigeants actifs ou retraités;
  - Les membres et organismes membres du Centre pour le développement de l'économie sociale.

- la caisse issue de la fusion serait affiliée à la Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec;
- ses premiers membres du conseil d'administration seraient:
 

Allard, Claude	Beaulieu, Léopold	Bousquet, Richard
Caron, Robert	Chartrand, Maurice	Danis, Raymonde
Duchesneau, Brigitte	Fradette, Christiane	Gaudreau, Lorraine
Laurin, Régis	Pelissier, Alain	Rioux, Claude
Robitaille, Yves	Roy, Mary-Ann	Therrien, André
- ses premiers membres du conseil de vérification et de déontologie seraient:
 

Bergeron, Jean-Yves	Couture, Jaque	Levesque, Fernand
Martel, André	Simms, Patrick	
- toutes les parts de qualification et privilégiées des caisses qui fusionnent seraient échangées pour des parts de qualification et privilégiées de la caisse issue de la fusion, à raison d'une nouvelle part pour chaque part échangée
- toutes les parts permanentes des caisses qui fusionnent seraient échangées pour des parts permanentes de la caisse issue de la fusion, à raison d'une nouvelle part pour chaque part échangée. Les parts permanentes ont une valeur nominale de 105 chacune. L'échange des parts permanentes des caisses fusionnantes en parts permanentes de la caisse issue de la fusion est assujéti à l'approbation préalable de la Commission des valeurs mobilières du Québec;
- pour la période du 1er novembre 1998 jusqu'à la date de fusion, il est convenu que les trop-perçus, s'il en est, de la Caisse d'économie des Syndicats nationaux seront versés au paiement de l'intérêt sur les parts permanentes au taux maximum fixé par la Confédération, et le solde, s'il en est, à la constitution et au maintien d'une réserve générale et d'une réserve de stabilisation, en appliquant les dispositions pertinentes du règlement de la Fédération et en y faisant les adaptations nécessaires;
- pour la période du 1er décembre 1998 jusqu'à la date de fusion, il est convenu que les trop-perçus, s'il en est, de la Caisse d'économie des Travailleuses et Travailleurs (Québec) seront versés au paiement de l'intérêt sur les parts permanentes au taux maximum fixé par la Confédération, et le solde, s'il en est, à la constitution et au maintien d'une réserve générale et d'une réserve de stabilisation, en appliquant les dispositions pertinentes du règlement de la Fédération et en y faisant les adaptations nécessaires;
- le montant des parts permanentes à émettre par la caisse issue de la fusion aux fins du régime de réinvestissement des intérêts en parts permanentes.

La fusion est sujette à l'approbation préalable de l'inspecteur général des institutions financières.  
 Bienvenue à toutes et à tous

Claude Allard, secrétaire de la Caisse

# Feu vert ou feu rouge...

Propriétaires et exploitants de véhicules lourds

Le 1<sup>er</sup> avril 1999, vous devrez être inscrits au Registre de la Commission des transports du Québec pour pouvoir utiliser ou mettre en circulation un véhicule lourd sur le réseau routier québécois.

Il est maintenant temps de remplir et de retourner, accompagné des frais exigés, le formulaire de demande d'inscription qui vous a été transmis par la Commission des transports. Si vous



avez besoin d'aide pour le remplir, vous pouvez joindre la Commission par téléphone de 8h30 à 18h (sans interruption), du lundi au vendredi.

VOUS POUVEZ AUSSI VISITER NOS SITES INTERNET:



(www.ctq.gouv.qc.ca)



(www.mtq.gouv.qc.ca)



(www.ssmq.gouv.qc.ca)

## Inscrivez-vous maintenant!

Québec: (418) 643-5694 • Montréal: (514) 873-6424 • Ailleurs, sans frais: 1 888 461-2433

### UN FONDS POUR L'ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE



RÉSEAU D'INVESTISSEMENT  
SOCIAL DU QUÉBEC

Quand un  
complément  
de financement  
peut faire la  
différence.


C. P. 36, succursale Desjardins  
Montréal (Québec) H5B 1B2  
Téléphone : (514) 281-2355  
Télécopieur : (514) 288-0755  
Courriel : risq@cam.org


### Votre CLE, la porte d'entrée des nouveaux services publics d'emploi

Le personnel du centre local d'emploi (CLE) le plus près de chez vous est à votre service pour tout ce qui concerne l'aide à l'emploi et le soutien du revenu.

Vous avez besoin de renseignements ?

Région de Montréal: (514) 873-4721  
Région de Québec: (418) 643-4721  
Ailleurs au Québec, sans frais: 1 888 643-4721

 Gouvernement du Québec  
Ministère de la Solidarité sociale  
Emploi-Québec

Québec 

## ÉDUCATION

ATTENTION AU VIRAGE DU SUCCÈS  
C'EST UN DÉTOURNEMENT DE FONDS



Alliance des professeurs  
et professeurs de Montréal (CEQ)



Relations entre générations

# Après la lutte des âges

«En 2011, on prévoit l'égalité démographique, entre les 0-14 ans et les plus de 65 ans; ils formeront chacun 15 % de la population», écrit Jacques Roy, dans son livre *Les personnes âgées et les solidarités : la fin des mythes*. «La solidarité sociale, au sens large, passe nécessairement par la solidarité des générations».

Et si jeunesse et vieillesse faisaient alliance et travaillaient sur des intérêts communs? Depuis quelques mois, des associations de jeunes et de personnes âgées travaillent ensemble: des ponts se construisent. Il est question de nouvelles solidarités, de conquête d'une citoyenneté renouvelée, indépendamment de l'âge. Les transformations tant démographiques que sociales provoquent des changements de mentalité, de perceptions.

Que deviennent les personnes nouvellement retraitées et quelle place font-elles au mentorat?  
1999 est l'année internationale des personnes âgées, et peut-être celle pendant laquelle le gouvernement québécois tiendra un Sommet de la Jeunesse: quels en seront donc les enjeux?

Pourrait-on dépasser la lutte des âges?!?

**Un dossier coordonné  
par Anne-Marie BRUNELLE**

Entrevue avec Solange Lefebvre

# Nous sommes en manque de mémoire

Emmanuelle Tassé

**A**nthropologue, théologienne, professeure à l'Université de Montréal, Solange Lefebvre travaille sur les rapports générationnels depuis dix ans. Elle est également coordonnatrice du Pont entre les générations, un groupe de travail qui s'intéresse aux moyens concrets à mettre en place pour s'attaquer au problème criant de l'emploi des jeunes ou encore à la perte de l'expertise des retraités-es.

## D'OÙ VIENT CET ENGOUEMENT POUR LE CONCEPT DE GÉNÉRATION À L'HEURE ACTUELLE?

Il remonte au milieu des années 80. Dans les sociétés antiques, le mot génération était synonyme d'époque, de jour ou de temps, ce qui est révélateur. Les groupes d'âge se situent dans l'Histoire. C'est la révolution de la jeunesse des années 50 et 60 qui a éveillé cet intérêt. Après les jeunes, on s'est penché sur le mitan de la vie, puis sur la gérontologie.

L'effet de mode de la mémoire appartient au même mouvement; on multiplie les festivals du Moyen Âge et les commémorations. La généalogie est à la mode. Nous sommes en manque de mémoire parce que nous ne vivons plus dans une dynamique de mémoire dominante. Du moins, elle ne va plus de soi. Ce qui domine dans la modernité, c'est le changement, l'expérimentation. La vérité est devant, le monde se fait et se vit au fur et à mesure.

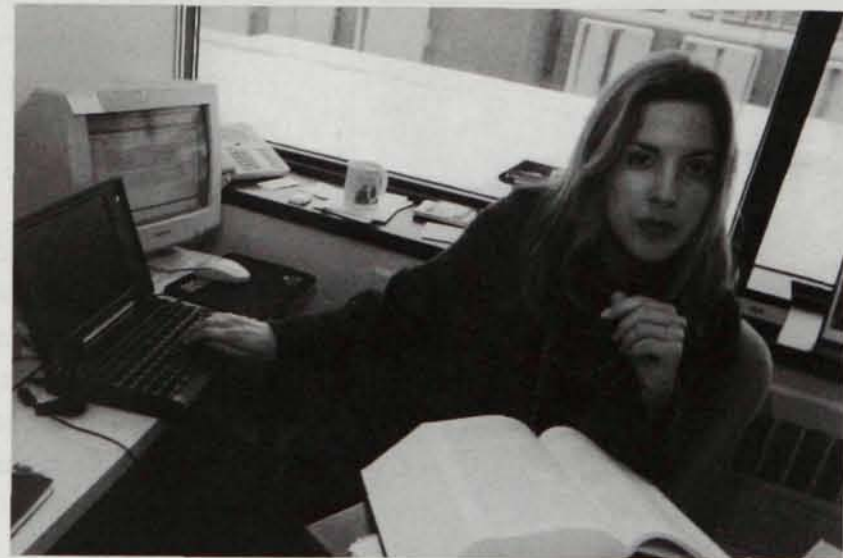


PHOTO: GUILLERMO JAREDA

## À FORCE DE VOULOIR IDENTIFIER LES DIFFÉRENTES GÉNÉRATIONS, EST-CE QU'ON NE LES A PAS STIGMATISÉES?

Il y a toujours un risque de généralisation. Surtout à cause des «labels» qui sont en fait un jeu médiatique: génération X, sacrifiée, d'avant-guerre, d'après-guerre, galère. Ce n'est pas mauvais en soi, mais si on s'en tient là, on stigmatise sans approfondir la question. Les générations ne sont pas des blocs homogènes. Il faut parler des jeunes au pluriel, comme des *babyboomers* ou des aînés: il y en a des pauvres et des riches, des très cultivés d'autres moins. La référence aux générations est valide pour analyser les tendances socio-économiques d'une population, mais étiqueter un groupe d'âge relève d'un excès de simplification et accentue les clivages: les «mauvais *babyboomers*», les «aînés

riches», les «jeunes chômeurs». C'est le reproche qu'on fait facilement aux enquêtes menées sur les groupes. Il faut nuancer.

## EST-CE QU'IL Y A SÉGRÉGATION ENTRE GÉNÉRATIONS?

Les barrières entre les générations sont institutionnalisées dans la société. Chaque groupe d'âge a son univers. Les tarifs spéciaux pour les moins de 25 ans ou les membres de l'âge d'or en sont un signe. Il y a en effet une certaine discrimination. Les groupes d'âge se mélangent peu ou pas dans les institutions. Or la dynamique générationnelle est très bénéfique par exemple dans un milieu de travail. Dans les jeunes entreprises d'informatique, on ne trouve souvent que des employés de moins de 35 ans. Dans les fonctions publiques et parapubliques, la moyenne d'âge

des travailleurs se situe entre 40 et 55 ans. Ils se retrouvent, entre eux, sans l'apport des jeunes.

On établit spontanément des découpages horizontaux entre les générations: les jeunes, les moins jeunes et les vieux. Mais ne trouve-t-on pas des groupes de gens qui vivent des situations similaires à travers les groupes d'âge?

Oui, on peut relier les différentes composantes d'une même classe sociale à travers les générations. Les jeunes de 18 à 30 ans sont, c'est indéniable, plus durement touchés au plan économique que les autres groupes d'âge, mais il existe toujours des familles aisées qui épauleront leurs enfants le temps de leurs études et feront beaucoup pour faciliter leur insertion professionnelle. Si le chômage touche les jeunes, que faut-il penser des pertes d'emploi à 50 ans? C'est une situation dramatique et parfois sans remède. Les femmes qui sont, quant à elles, frappées par la pauvreté, le sont d'un bout à l'autre de l'échelle. On peut aussi parler de la pauvreté morale des aînés. Le découpage est plus complexe qu'on peut le penser. Il ne faut pas pour autant nier les facteurs générationnels de tension.

## QUELLES SERAIENT LES AMÉLIORATIONS POSSIBLES AU PLAN SOCIAL?

Les aînés sont beaucoup trop confinés en résidence ou chez eux, il faudrait les introduire naturellement dans les établissements scolaires et les garderies. Le succès du Père Pops qui a ouvert une maison pour les jeunes de la rue est un

exemple de rapport intergénérationnel réussi et nécessaire; les jeunes ont besoin de lui et l'adorent.

Accepter son âge et évoluer avec lui serait aussi un grand progrès. Le mûrissement n'est plus à la mode; dans l'esprit de bien des gens, vieillir, c'est perdre de sa valeur alors que c'est tout le contraire. La jeunesse demeure un mythe, celui de la liberté notamment, mais quand une société ne jure que par l'anti-contraite et l'anti-engagement, elle est drôlement malade.

## COMMENT RÉTABLIR L'ÉQUITÉ EN MILIEU PROFESSIONNEL?

D'abord en poussant l'analyse de l'iniquité. Elle ne saute pas forcément aux yeux. Il faut la déterrer puis la dénoncer. Les pratiques qui désavantagent les jeunes, comme les clauses orphelin, ont mis longtemps à faire parler d'elles. Il faut des analyses fortes, aux plans statistique et fiscal. De la prospective aussi: est-ce que les fonds publics sont bien distribués selon les âges? Les syndicats doivent admettre qu'ils ont été piégés par le jeu de la démographie: leurs membres ont vieilli, et après avoir carburé au marxisme, ils ont de la difficulté à comprendre ce que vivent les jeunes aujourd'hui parce qu'il manque de jeunes dans leurs assemblées. On n'a pas de vision démographique des milieux de travail; il faut que tous les groupes d'âge y soient présents. Le mentorat est à développer aussi. J'ai l'impression qu'il va falloir livrer la même bataille pour mélanger les âges comme on a commencé à le faire pour les hommes et les femmes.



PHOTO: GUILLERMO JAREDA

La question de la transmission s'est modifiée puisqu'elle n'est plus verticale à sens unique. Ce ne sont plus seulement les vieux qui apprennent la vie aux jeunes. Non. Les jeunes ont un savoir beaucoup plus frais, académique, qui a sa valeur. Les aînés ont, par le poids de leur expérience, une façon inestimable d'approcher les choses, ils ont développé des stratégies informelles. Le mariage de ces compétences donne la combinaison gagnante. Il faut faire l'effort de le reconnaître.

Dans les milieux de pouvoir aussi. Il faut qu'une population se reconnaisse en son gouvernement. Or il y a 3 % de jeunes dans la fonction publique. Leur nombre n'a jamais été aussi faible. Un groupe entier n'est représenté nulle part. Il est normal que ça génère une certaine agressivité. Le gouvernement fédéral a demandé une étude sur la relève dans le secteur de l'énergie. Le premier constat a été d'admettre qu'il n'y en a pas ou presque, et que personne ne l'avait vu venir; ce qui suscite de grandes inquiétudes. C'est pourquoi, depuis janvier 1997, se met doucement en place un programme de renouvellement, de valorisation et de conservation des effectifs au sein de la fonction publique pour faire face à l'avenir. Il prévoit plus de jeunes, plus de femmes, mais aussi davantage d'équité.

Les rapports entre les générations

# Moins de respect s.v.p.

Emmanuelle Tassé



Marguerite Hogue-Charlebois

«Les sociétés traditionnelles réunissaient les générations et séparaient les sexes, les sociétés modernes font l'inverse», a écrit l'anthropologue française Martine Ségalen. Ici, le combat pour l'équité salariale cherche à rapprocher les femmes et les hommes, mais le recours aux clauses orphelin, privant les jeunes travailleurs-ses des droits les plus anciens, creuse le fossé entre les âges. Se développe ainsi un discours contre les privilèges passés et présents des baby-boomers. Ce genre de perception ne ferait que consolider les antagonismes.

«Ce qui nous désunit avant tout, c'est l'écart qui se creuse entre les valeurs traditionnelles et celles de la modernité», affirme d'entrée de jeu Marguerite Hogue-Charlebois, andragogue de formation qui écrit sur la place des aînés-es dans notre société. Après avoir enseigné les sciences au secondaire une bonne partie de sa vie, elle a observé différents groupes d'âge au fil des années. Elle fut aussi présidente de l'Association internationale franco-phonie des aînés. «Le culte de la jeunesse a détrôné les convictions d'antan. La maturité et l'expérience ne font plus figure de pilier: l'immédiat a remplacé la mé-

Liliane Lecompte, ex-présidente de l'AQDR, est maintenant membre active du Pont entre les générations.



moire», explique-t-elle. Un avis que partage Roch Beaudet, 35 ans, secrétaire général du Pont entre les générations et de Force Jeunesse. «Oui, une forme de respect s'est perdue», convient-il. «On vit vite, on a peu de temps pour nos enfants. C'est tentant de les mettre devant la télévision pour avoir un moment à soi. C'est tout le système qui nous pousse dans ce sens.»

«Les notions d'effort, de continuité ou de gratuité du geste ont cédé leur place à l'univers du plaisir instantané, du chacun pour soi», poursuit Marguerite Hogue-Charlebois. Roch Beaudet tient à nuancer l'ampleur de



PHOTO: DENIS RIOUX

la tourmente individualiste. Responsable des bénévoles pour le groupe environnemental Greenpeace, il explique que si la prise de conscience sociale est rare chez les «chanceux», une solidarité naturelle s'exprime chez les plus éprouvés. «Deux courants se dessinent. Les jeunes, qui se trouvent un bon poste en sortant de l'univer-

sité, s'éloignent très vite de la réalité de tant d'autres de leur âge. Mais les exclus, les jeunes sans travail comme les retraités, se rabattent sur le bénévolat, qui est en pleine expansion.»

Le sens de l'effort et de la ténacité n'est pas non plus un fait de génération, estime pour sa part Roch Beaudet, spécialisé en relations industrielles. Ces valeurs seraient exprimées autrement. «En milieu de travail, il y en a 5 % qui défont les portes, 15 % qui en font le moins possible et 80 % qui remplissent leur contrat. Ça n'a pas changé avec les années», assure-t-il. À ses yeux, la guerre des curriculum vitae à laquelle se livrent

les jeunes sur le marché du travail est une nouvelle forme de persévérance, illustrée notamment par l'accumulation des diplômes et de l'endettement qui s'en suit.

### LA GHETTOISATION PAR LE RESPECT

Ces changements de mentalité provoquent un repli des générations sur



PHOTO: ALAIN CHAGNON

nouveautés, par l'informatique. «Les aînés-es se mettent seuls les barrières bien souvent, préférant s'incliner devant les nouveaux principes d'éducation, l'éclatement et la recomposition de la famille, la liberté sexuelle ou encore faire semblant de comprendre l'année sabbatique de leur dernier petit-fils de 17 ans», résume Marguerite Hogue-Charlebois. C'est pourtant sur ces aspects-là que l'expérience devrait, selon elle, entrer en scène.

elles-mêmes. «Leurs parents n'ont pour la plupart pas eu d'instruction et ont souvent fait de la réussite de leurs enfants une priorité», relate Mme Hogue-Charlebois. Aujourd'hui les aînés ont intégré une forme de complexe par rapport aux nouvelles générations, trop souvent convaincus de ne pas être intéressants pour la jeunesse. De leur côté, les plus jeunes, pourtant en manque de modèles, jugeront facilement parents et grands-parents dépassés, notamment par le mode de vie et, entre autres

Ce sentiment de ne plus être dans le coup expliquerait la difficulté pour les aînés-es à transmettre leur expérience, un savoir-être à leurs enfants. Un homme de 55 ans livre son témoignage à ce sujet dans le livre *Le défi des générations*: «Ma fille me parle des difficultés qu'elle rencontre et j'ai beaucoup de peine à lui dire ma façon de concevoir les choses. Mais à force de respecter l'autre, tu n'oses plus rien lui transmettre ce qui t'habite, te fait vivre... C'est un grave pro-



PHOTO: YVES PROVENCHER



Dans son dernier livre, Jacques Roy en appelle à de nouvelles solidarités.

blème et j'ai l'impression qu'il est soumis à un tabou.»

Comblent les fossés. Il s'agit en réalité de donner ou redonner à chacun-e une place. «Le temps de la retraite n'est pas qu'un "temps libre" pour soi: il est un temps de disponibilité et d'engagement», ont écrit Marguerite Hogue-Charlebois et Raymond Paré dans leur livre *Les nouveaux retraités*. Les aînés-es, par leur expérience, leur liberté d'action et leur disponibilité, peuvent contribuer à l'établissement de nouvelles solidarités entre les générations, à une plus grande justice sociale. «Les retraités sont appelés à demeurer des citoyens responsables et engagés et non à s'isoler sous prétexte qu'ils sont retirés du monde du travail», concluent les deux auteurs.

Emmanuelle Tassé

# Le sorcier et l'apprenti

**D**ans *l'Odyssée*, Mentor était l'ami d'Ulysse. Ce dernier lui confia son fils Télémaque avant de partir en voyage afin qu'il lui serve de tuteur et de professeur. Aujourd'hui, le mentor est resté, dans le langage courant, un guide, un conseiller, un maître.

D'un côté, le-la protégé-e a besoin d'être orienté-e dans la vie ou dans le travail, inséré-e dans un milieu, reconnu-e pour ses qualités, sa valeur, ses compétences. De l'autre, le-la mentor a envie de passer le relais en transmettant son expérience. Cette relation peut prendre forme de manière formelle, dans le cadre d'une association ou d'une entreprise, ou de façon plus naturelle dans la vie de tous les jours.

D'après Renée Houde, professeure en communication à l'Université du Québec à Montréal, le rapport mentor-protégé revient actuellement à la mode pour deux raisons. D'abord parce qu'une bonne partie de la transmission autrefois orale se fait maintenant par la machine sans pour autant remplacer la relation interpersonnelle: l'aspect humain de l'apprentissage demeure incontournable. Comme, par ailleurs, les lieux d'émergence naturels du mentorat ne sont plus aussi évidents à trouver, il s'agit

de forcer un peu ce qui se faisait lorsque les familles étaient unies et les travailleurs bien implantés dans leur milieu. La mobilité et l'absence de continuité qui caractérisent notre époque ne favorisent pas de relation avec un modèle.

Malgré la noblesse du principe, le mentorat n'est pas aussi répandu

qu'on l'aimerait, notamment chez les francophones où il n'est pas complètement intégré aux moeurs. De tradition anglophone, il est davantage couru dans le Canada anglais et aux États-Unis.

## UNE RELATION VALORISANTE

L'Ordre des comptables agréés du Québec offre la possibilité d'être ainsi jumelé. «Il est très constructif pour ceux qui arrivent sur le marché du travail de se sentir épaulé par quelqu'un de confirmé. Se faire expliquer la politique de l'organisation, les règles du métier ou même comment prendre sa place fermement sans pour autant marcher sur les autres», note Nancy Bilodeau, 26 ans, directrice du comité de mentorat de l'ordre et elle-même protégée de René Leprohon, 44 ans. Ce dernier a passé une quinzaine d'années dans le milieu de la consultation et de la comptabilité. Le mentorat n'est pas, à ses yeux, essentiel aux débuts professionnels puisqu'il s'en est passé lui-même, mais ses effets demeurent très bénéfiques pour les deux personnes concernées. «Elle me surprend souvent, elle veut parfois réinventer les choses. Pour moi, lui rendre service est déjà important, mais cette relation me permet de puiser dans mes propres connaissances, de relever des défis et d'apprécier le chemin que j'ai parcouru», explique-t-il.

Emploi Québec travaille depuis 1993 à l'implantation du compagnonnage en entreprise où un-e employé-e confirmé-e prend sous son aile un-e débutant-e. Ce fonctionnement s'étend aujourd'hui à une dizaine de corps de métier (resta-



PHOTO: GUNTHER GAMPER

Renée Houde est l'auteure de l'ouvrage *Des mentors pour la relève*.

rateur, hôtelier, professeur, cuisinier, entre autres exemples). Par ailleurs, depuis 1997 et à l'image du modèle allemand, un système d'apprentissage permet aux jeunes en formation de métiers manuels d'intégrer une entreprise parallèlement à leurs cours. Selon Rosela Meffe, conseillère pour les deux programmes, ces créneaux se développent très vite. «C'est la formule idéale pour les jeunes: on hausse leur niveau de qualification tout en les rassurant», souligne-t-elle.

Mais beaucoup plus de jeunes veulent ainsi être épaulés qu'il n'y a d'entreprises prêtes à les accueillir. D'après Rosela Meffe, bien que le projet s'étende constamment, notre mentalité états-unienne individualiste n'a pas encore la vision d'ensemble nécessaire. Les meilleurs compagnons sont d'après elle, pour l'instant, européens, car cette relation de travail est intégrée à leurs moeurs. «Les chefs d'entreprise calculent si la mise en place de cette formule en vaut la peine et n'adhèrent au projet que si c'est le cas. Il faut qu'ils y gagnent. Que la société y gagne dans son ensemble, ce n'est pas encore leur problème», constate la conseillère.



PHOTO: ALAIN CHAGON

## Les nouveaux et nouvelles retraités-es

Emmanuelle Tassé

# De moins en moins de gris

**E**n 1997, le gouvernement du Québec offrait une retraite anticipée à ses travailleurs-ses des secteurs public et parapublic, pour réduire de 6 % ses coûts de main-d'œuvre. Pour permettre le départ d'un maximum de travailleurs-ses, l'âge de l'admissibilité à la retraite a été abaissé à 50 ans. Près de 37 000 personnes en ont profité. Le rajeunissement des retraités-es entamé au cours des années 80 et 90 s'est alors radicalement accentué. Or aujourd'hui, la retraite ne signifie pas forcément la fin de la vie professionnelle. En fait, ces nouveaux et nouvelles retraités-es de l'État sont peut-être en voie de redéfinir le rôle de la personne retraitée dans l'organisation sociale.

Selon une étude commandée par Emploi Québec, 53 % des retraités-es font

du bénévolat ou souhaitent commencer à en faire de façon régulière. La Maison des grands-parents de Villeray, à Montréal, une association qui met en contact des jeunes et des aînés-es par le biais d'activités, reçoit un nombre croissant de jeunes retraités-es ou de travailleurs-ses en fin de carrière qui veulent ainsi assurer la transition en restant actifs.

Qu'il s'agisse de soutien scolaire, d'encadrement de jeunes décrocheurs-ses ou d'un réseau d'entraide pour familles en difficulté, ce genre de regroupements — qui prend de l'ampleur depuis 1992 — intègre doucement les liens intergénérationnels aux mentalités. Les aînés-es peuvent faire profiter de leur expérience à des parents en difficulté lors de réunions où l'on discute d'éducation, d'auto-

rité et de santé aussi. L'aide matérielle, la cuisine collective et le gardiennage d'enfants et même des ateliers de couture font office de lieux d'échange. Des brunchs font figure de réunions familiales. «Les personnes âgées sont intégrées à la vie sociale en apportant leur soutien et les plus jeunes découvrent l'apport des aînés. Une confiance mutuelle se développe. C'est un espoir, notamment pour les décrocheurs et les familles monoparentales», remarque la coordonnatrice de la Maison des grands-parents de Villeray, Clémence Racine. «L'attitude change envers les aînés, croit-elle. Ce n'est plus: on va leur laisser une place, mais plutôt, qu'est-ce qu'on ferait sans eux?»

PHOTO: YVES PROVENCHER



Emmanuelle Tassé

**L**e gouvernement québécois a préféré les plans de mise à la retraite progressive. Dans certains milieux professionnels, l'absence de possibilité de transmission s'est avérée particulièrement problématique. Les mises à la retraite massives de 1997 ont laissé, notamment dans les hôpitaux, un champ de bataille dévasté où les survivants-es, écorchés-es vifs et vives, sont trop rares, et les nouveaux arrivants-es, laissés à eux-mêmes. Les témoignages recueillis par les chercheurs-es du Pont entre les générations vont tous dans le même sens: l'année 1997 a été vécue de façon dramatique.

## Le milieu hospitalier

# Perdre 700 racines

«Ces départs en bloc ont été aussi destructeurs qu'une tornade, un trou d'obus qu'on n'avait pas vu venir, plus personne à qui transmettre notre savoir et nos projets», disait une ex-infirmière. «Un temps de l'histoire s'en allait», affirmait une autre.

Dans l'un des hôpitaux de Montréal, les infirmières qui ont décidé de rester en poste ont dû gérer, en quatre mois, l'équivalent de sept années de mises à la retraite, soit 700 départs. C'est dans ce milieu devenu sans racines que l'organisation du travail a été, pour ne rien arranger, complètement chamboulée. Finie la stabilité. Vive la rotation de personnel entre les services, le temps partiel et les chan-

gements de lieu de travail. Une toute jeune infirmière, ayant six mois d'expérience à son actif au moment de l'enquête, avouait ne plus être sûre d'être à la bonne place, ou même compétente. La gêne de déranger les aînés-es avec des questions incessantes n'aide pas à se sentir à l'aise. Quand il y en a... car qui appeler quand il n'y a plus d'infirmière-chef dans le département?

Si les jeunes recrues en ont eu lourd sur les épaules, les retraités-es ont souffert du manque de remerciements et de valorisation de leur travail au moment de partir. Comme si «le personnel était, lui aussi, devenu jetable comme n'importe quel autre instrument».

Anne-Marie Brunelle

# Des voies parallèles

**S**urprise chez les travailleurs-es de rue et autres intervenants de première ligne, quand on pose la question des relations entre les jeunes et les vieux-vieilles de la rue. Bien avant ce genre de questionnement - encore faut-il avoir les moyens de se le poser - les énergies sont surtout consacrées à assurer la survie et un minimum de dignité aux plus mal pris de la société.


Malgré tout, les sans-abri, même s'ils vivent tous dans la pauvreté extrême, vivent l'itinérance différemment selon qu'ils aient 18 ou 55 ans. «Selon leur âge, les itinérants-es vivent dans des circuits parallèles, tant sur le plan des ressources que même géographiquement. Les territoires, consacrés, illustrent le phénomène. Vous ne trouverez pas ou très peu de personnes âgées au parc Émilie-Gamelin», explique René Charest, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

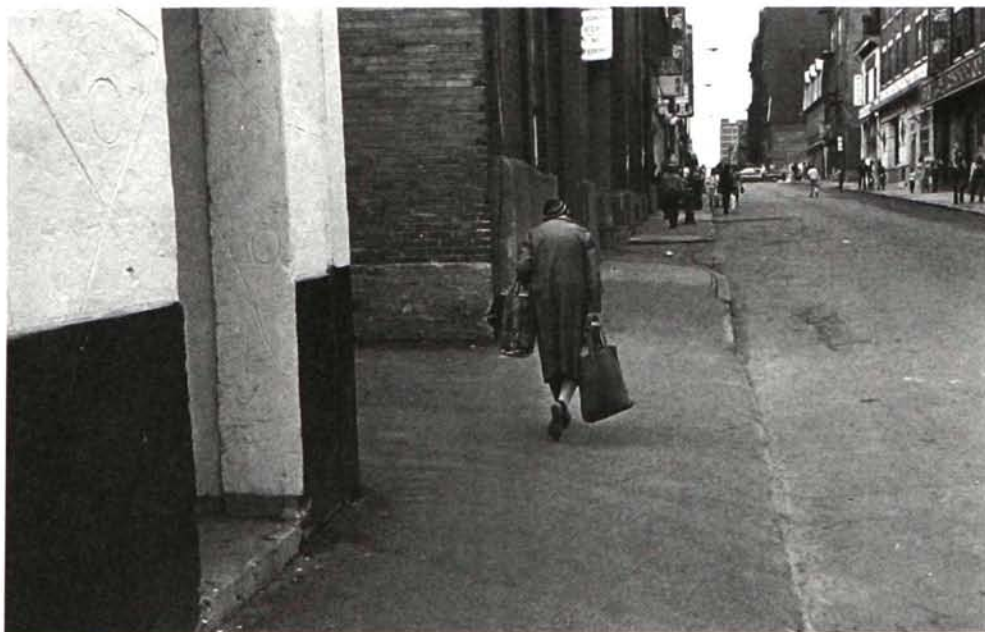
Tous les groupes d'âge sont représentés dans la rue, à peu près à part égale. On est loin ici des images cristallisées par les médias du jeune «squeegee» et sa bande ou du vieil homme seul sur un coin de rue. Mais ils ne se mêlent que très peu, chaque groupe ayant son parcours du dernier recours. De la Maison du Père au Refuge des jeunes ou le Chaînon, les ressources se sont aussi développées en parallèle pour combler les besoins les plus criants.

## VICTIME OU PAQUET DE TROUBLES?

«L'intervention publique est très différente entre les jeunes et les personnes âgées», note René Charest. À preuve, les jeunes de la rue qui croulent sous les contraventions pour méfait public. Les tensions sont très fortes entre les commerçants-es, les forces policières et les jeunes de la rue. «Avant, on pouvait presque fermer nos bureaux durant l'été», ajoute-t-il. «C'est devenu une grande période du *rush* maintenant.»

«La population perçoit différemment les sans-abri jeunes ou vieux», estime René Charest. Aidée en cela par les médias qui nous abreuvant régulièrement d'images chocs de clans de jeunes de la rue. «Les jeunes, plus provocants, par leur allure et parce qu'ils se tiennent souvent en groupe, sont davantage perçus comme des paquets de troubles que comme le résultat d'un système qui les exclut», poursuit René Charest. Thomas McKeon est coordonnateur du programme Urgence-psychosociale Justice du CLSC des Faubourgs, dans le quartier Centre-Sud de Montréal. «Le malaise est encore plus profond devant un jeune qui quête. Il est au début de sa vie», explique-t-il.

«C'est évident que la première étape pour la réinsertion sociale passe par le logement. Des assemblées de locataires et autres activités communautaires favorisent alors les contacts, même entre les jeunes et les vieux, au rythme de chacun-e», explique Jacques Riopel. La Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM) gère six maisons pour la ville. Alors que plusieurs ont choisi d'offrir des logements selon l'âge ou le sexe des demandeurs de logement, la FOHM a opté pour la mixité. Des maisons où se retrouvent autant de jeunes que de plus âgés, des personnes souffrant de maladie mentale ou de toxicomanie. Un endroit où ils-elles se sentent sur un pied d'égalité avec les autres locataires. Où ils-elles ne sont plus les *fous du bloc*. «La mouvance est toutefois plus grande chez les jeunes, ils ne sont pas *ancrés*. Alors que les plus âgés vont habiter leur logement longtemps, les jeunes sont souvent plus prêts à partir, déménager, changer de vie», poursuit Jacques Riopel. Comme tous les jeunes... 



# Pour une nouvelle zone de citoyenneté

Julie Calvé

**T**ous-tes se souviennent de cette petite dame interpellant Brian Mulroney sur la colline parlementaire à Ottawa. «Goodbye Charlie Brown!» Traduction: ne touchez pas à ma pension de vieillesse monsieur le premier ministre! Les temps ont changé. C'est du moins l'impression de Monique Vézina, présidente du Bureau québécois de l'Année internationale des personnes âgées. «Il y a dix ans, on entendait beaucoup parler de cette image de la femme de 65 ans et plus, pauvre, seule et malade. Les "jeunes vieux", les retraités de 55 ans, ont changé l'aspect global de la vieillesse. Ils sont souvent autonomes financièrement et actifs socialement. En 1999, les aînés ne tiennent plus ce discours du citoyen de seconde zone.»

En effet, ce sont les jeunes qui l'ont adopté. Comme Victorien Pilote, coordonnateur du Regroupement autonome des jeunes (RAJ), un mouvement jeunesse de gauche: «Les conditions d'exercice de la citoyenneté sont de plus en plus remises en question, que ce soit par le recours aux clauses orphelin, les surplus de la caisse d'assurance-chômage, le problème d'accès au logement, le suicide et la pauvreté.»

Et d'autres encore. Endettement étudiant, itinérance, décrochage scolaire, précarité du travail, toxicomanie, place des jeunes dans la fonction publique, etc. Les problèmes de la jeunesse sont bien connus. Et les solutions, du moins les pistes de solution, le sont bien souvent aussi.

«Les 25-30 ans en ont soupé des discussions! Ils veulent un gouvernement

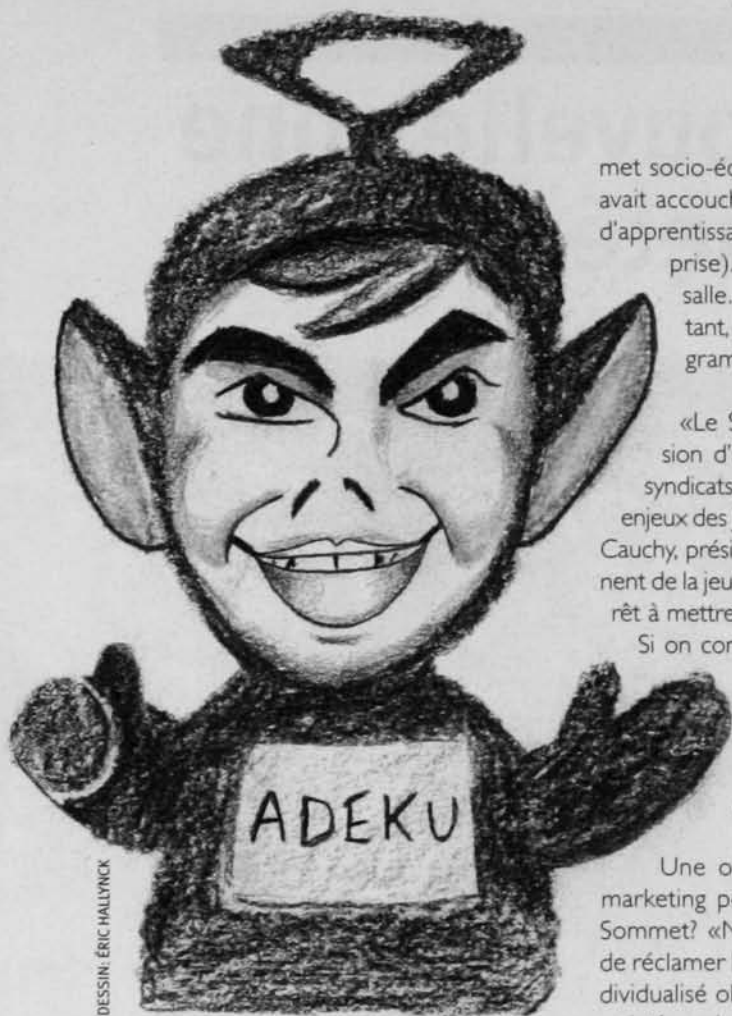


PHOTO: YVES PROVENCHER

qui prendra des décisions au plus vite, des décisions qui auraient dû être prises depuis longtemps! Au lieu d'agir, on nous fait miroiter des tables de discussion et des Sommets!», lance François Rebello, président de Force Jeunesse, une coalition d'organismes jeunesse qui s'est surtout fait connaître pour sa lutte contre les clauses orphelin.

## INVITATION GENTILE?

La réaction annonce la couleur du prochain débat, celle d'une jeunesse coincée entre ses appels à l'aide, maintes fois présentés sous la forme de propositions de changement concrètes, et... une gentille invitation à une opération-consensus. Une autre. Le Som-



DESSIN: ÉRIC HALVYNCK

*L'Action démocratique de Mario Dumont a beaucoup joué la carte de la jeunesse.*

met socio-économique, par exemple, avait accouché d'un projet de régime d'apprentissage (formation en entreprise). Applaudissement dans la salle. Consensus obtenu. Pourtant, jusqu'à aujourd'hui, le programme rime avec tablette.

«Le Sommet peut être l'occasion d'intéresser les patrons, les syndicats, bref la communauté, aux enjeux des jeunes, objecte Clairandree Cauchy, présidente du Conseil permanent de la jeunesse. Nous avons un intérêt à mettre ces enjeux-là sur la table.

Si on considère qu'on a besoin de ressources supplémentaires pour les jeunes toxicomanes, il faut le dire dans les médias et au public.»

Une obligatoire campagne de marketing pour la cause jeunesse, le Sommet? «Nous y voyons l'occasion de réclamer l'abolition du parcours individualisé obligatoire pour les jeunes assistés sociaux», annonce Victorien Pilote. Le porte-parole s'empresse de nuancer: «On ne donnera pas notre aval à n'importe quoi! On ne troquera pas nos revendications traditionnelles contre un consensus. On est méfiants par rapport à ce qui pourrait bien s'avérer une tentative de récupération.»

Soit, mais comment éviter ce dérapage? Lors du Sommet socio-économique, les syndicats eux-mêmes ont endossé l'objectif du déficit zéro! «On n'a rien à défendre, rien à préserver, donc rien à troquer», fait valoir Victorien Pilote, s'appuyant sur le fait que la survie de l'organisme ne dépend pas de la maigre subvention gouvernementale reçue annuellement.

Même du côté de la Fédération des étu-

dants universitaires du Québec, recon nue pour être passée maître dans l'art du lobby, on se défend bien de «tomber dans le panneau»... «Représentation, média, mobilisation, sont notre stratégie», résume Nikolas Ducharme, président de la FEUQ, en vantant les succès obtenus jusqu'à maintenant, notamment les engagements répétés du gouvernement sur la question du gel des frais de scolarité.

Les jeunes doutent de la bonne foi du gouvernement: ce dernier profitera-t-il du Sommet pour avaliser les décisions prises dans les coulisses du Parlement? Plus encore, y recyclera-t-on quelques initiatives déjà annoncées, à savoir les promesses pour limiter le recours aux clauses orphelin et améliorer le régime de prêts et bourses?

#### **BON DIEU, DONNE-MOI UNE JOB!**

«J'ose espérer que le dossier des clauses orphelin sera réglé avant la tenue du Sommet», avance Éric Morin, président du Comité des jeunes de la CSN, qui revendique une véritable politique jeunesse.

«Nous devons aller au-delà de nos revendications traditionnelles, comme le réinvestissement en éducation, concède Nikolas Ducharme. Le Sommet peut être l'occasion d'élaborer une sorte de charte de la jeunesse, comme l'Unesco l'a fait, avec 4 ou 5 grands objectifs. Mais avec des projets concrets! Rattraper la moyenne canadienne en matière de création d'emploi pour les jeunes, par exemple. Ce serait une sorte de déclaration des générations présentes envers les générations futures.»

C'est généralement la question du travail qui retient le plus l'attention des jeunes militants-es interviewés. Au-delà de la polémique entourant le recours

## En 1999, ce ne sont plus les aînés-es, mais les jeunes qui tiennent un discours de citoyens-nes de seconde zone.

aux clauses orphelin, il faut admettre que de moins en moins de jeunes bénéficient d'une protection syndicale, voire de la simple application de la loi sur les normes minimales du travail. «C'est "au plus fort la poche" dans plusieurs milieux de travail, pense Éric Morin. En restauration, les conditions sont souvent épouvantables. Dans les PME, où travaillent beaucoup de jeunes, la syndicalisation est particulièrement difficile.»

«Il faut examiner les problèmes les plus criants, celui de la mise à pied sans justification avant trois ans d'ancienneté comme le permet le Code du travail québécois», précise Rebello, dont le groupe entend étudier la question au cours des prochains mois.

Le travail (la délicate question de la retraite progressive plus précisément) est aussi l'une des priorités du CPJ. On entend rétablir l'effarante proportion de jeunes de moins de 30 ans dans la fonction publique québécoise qui se situe, actuellement, autour de 3 % (ou de 12 %, en incluant les employés-es à statut occasionnel). «Mais on ne veut pas de retraite obligatoire à 60 ans!, avertit Clairandree Cauchy. On parle de permettre le transfert de connaissances entre aînés et jeunes par un programme de retraite progressive.»

«Le gouvernement est au neutre depuis des années dans ce dossier-là, estime François Rebello. Je ne suis pas pour la retraite obligatoire à 60 ans, ce qui équivaldrait à "mettre" plusieurs personnes âgées dans la pauvreté. Mais je crois que dans certains milieux privilégiés, comme les professeurs d'université et les médecins, on devrait se questionner. Est-il normal, par exemple, qu'un policier avec une pension de 60 000 \$ puisse gagner 100 000 \$ en travaillant comme directeur d'une quelconque institution?»

### POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

La question jeunesse se résume-t-elle à l'insertion sur le marché du travail? Le Sommet risque-t-il de se transformer en une discussion sur l'avenir professionnel des jeunes diplômés-es? On a souvent, dans le passé, reproché au gouvernement d'avoir choisi les représentants-es étudiants et les membres du CPJ comme seuls porte-parole de la jeunesse. Le débat sera-t-il encore une fois monopolisé par les Nikolas Ducharme, Clairandree Cauchy et – interlocuteur de l'heure – François Rebello? «On ne veut pas leur laisser toute la place!», s'indigne Victorien Pilote qui, du même souffle, tend la main à ces «partenaires non-traditionnels». «L'objectif est d'établir un rapport de force avec le gouvernement. Alors on examine, avec d'autres groupes communautaires, comme les Jeunesses ouvrières chrétiennes, l'éventualité de présenter une position commune sur certains enjeux. Peut-être pourrait-on, parallèlement au Sommet, tenir un forum sur la jeunesse?»

Les jeunes unis sous une même bannière? Il y a du nouveau sous le soleil québécois! Phénomène temporaire s'il en est un, la jeunesse, par sa nature même, compose difficilement

*Depuis une dizaine d'années, les personnes âgées ont pris l'habitude des manifestations...*



PHOTO: MARC LABELLE



PHOTO: MARC LABELLE



avec la création d'une force de frappe permanente.

«J'ai l'impression que de plus en plus de liens se créent entre les jeunes depuis un an ou deux, observe Clairandrée Cauchy. Chose certaine, il va falloir que les jeunes se jasant avant le Sommet.» Le CPJ étudie d'ailleurs la possibilité de faire une tournée provinciale avant l'événement, question de prendre le pouls des jeunes Québécois-es.

«Le Sommet est la suite logique d'une démarche entreprise il y a deux ans alors que neuf groupes "jeunesse" envoyaient une lettre au gouvernement pour réclamer une politique "jeunesse"», rappelle Nikolas Ducharme. La FEUQ s'est aussi alliée à Force Jeunesse pour dénoncer le recours aux clauses orphelin, une expérience qu'elle entend répéter sur d'autres questions comme l'accès au logement.

«Tout le monde est d'accord: on ne veut pas d'un autre Sommet socio-économique», insiste Éric Morin. Personne n'en veut mais certains en doutent plus que d'autres. Au Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ), on

affiche un scepticisme de circonstances. «Y a-t-il eu plus d'emplois après le Sommet sur l'emploi?», questionne Sylvie Gagnon, porte-parole de l'organisme. Le ROCAJQ a analysé le rapport Boisclair, dixit ce «nouveau contrat entre la société québécoise et la génération montante», et en a tiré des conclusions pour les moins... décourageantes. «Quand on lit entre les lignes, on se rend compte qu'on y parle beaucoup des mesures obligatoires pour les jeunes de la réforme sur l'aide sociale. Peut-on parler de contrat quand l'une des parties n'a même pas été consultée?»

«Pendant que le milieu de la finance reçoit des milliers de dollars de subvention pour créer un seul emploi, les jeunes marginalisés se ramassent avec les miettes, quand ce n'est pas pire que les miettes. On fait tout pour que les jeunes prennent n'importe quel job au salaire minimum sans un minimum de protection sociale», s'insurge Sylvie Gagnon.

Le Sommet offrira-t-il une alternative à ces lourdes tendances sociales? Permettra-t-il de répondre à des problèmes comme le suicide chez les jeunes, que le CPJ entend à nouveau porter sur la place publique? À ce chapitre, mieux vaudrait calmer nos espérances... Comme dans le cas de l'accès au congé de maternité et au congé parental de nombreuses jeunes mamans, une question qui se pose dans le cadre plus global de l'élaboration d'une «vraie» politique familiale (une autre promesse électorale... et deux fois plutôt qu'une!). Ou comme dans le complexe dossier du travail autonome, une sphère d'activités qui brille par l'absence de tout filet de protection sociale. Car en ces matières, si les jeunes n'en sont pas les seules et uniques victimes, ils n'en constituent pas moins un fort contin-



Parlez-en à l'antiquaire le plus près de chez vous: depuis que le taux de change est ce qu'il est avec les États-Unis, les plus belles antiquités du pays rural quittent par pleins convois. Ce n'est plus ici un manque d'intérêt, mais... une grosse différence de prix.



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

## Made in ailleurs moins cher

Nicole Brais

*En 1982, lors de la table de concertation sur l'avenir de la Société des alcools du Québec, le mémoire de la firme comptable Raymond, Chabot, Martin, Paré disait que la SAQ est un tout et qu'elle devait demeurer un tout.*

*En 1995, le Gouvernement du Parti Québécois déclare qu'il ne privatisera pas la SAQ sans débat public.*

*En 1999, le Gouvernement du Parti Québécois veut PRIVATISER une partie du tout, L'USINE D'EMBOUTEILLAGE DE LA SAQ.*

**Nous demandons donc au Gouvernement un débat public.**

Le commerce de l'alcool n'est profitable à la société que s'il appartient à la société.


Un Gouvernement qui effectue une privatisation dans le domaine de l'alcool donne une forte indication du genre de société qu'il souhaite pour le Québec et ses jeunes.

12 456 personnes ont dit non à la privatisation de l'usine d'embouteillage de la SAQ par le biais d'une pétition tenue du 26 juin 98 au 23 février 99.

SEMB  
SAQ

**SYNDICAT DES EMPLOYÉ(E)S DE MAGASINS ET DE BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC**

Je profite de cette période presque morte de l'année, alors que les consommateurs-rices que nous sommes reprennent leur souffle, pour essayer de ressusciter ce qui reste de citoyens-nes en nous. Noël est loin derrière si ce n'est les comptes qui traînent encore sur notre carte ou notre conscience. La Saint-Valentin a été récemment consommée avec plus ou moins de bonheur et de chocolat. Curieux qu'on n'ait pas cherché à commercialiser la Fête internationale DES femmes. J'insiste sur le pluriel parce qu'il n'y a rien de plus récupérable commercialement que LA femme. Mais le féminisme caché derrière le DES doit rebuter les grands magnats de la vente sous pression. C'est ce qui nous permet de souffler, d'économiser ou de rembourser avant la reprise du grand cycle des saisons: fête des mères, des pères, Halloween, etc., qui culmine sur la frénésie du temps des Fêtes et des achats compulsifs.

Il fut un temps où cycles saisonniers et commerciaux correspondaient. Les cocos, les sorcières et les Pères Noël n'apparaissaient qu'un mois avant l'événement, ce qui leur évitait de se concurrencer sur le même plancher et nous évitait de magasiner à l'année longue et d'avoir l'impression, malgré tout, d'être toujours en retard. Les ventes de fin de saison arrivaient à la fin et non au début de ladite saison. Il y a sûrement l'équivalent d'un El Nino qui se cache là-dessous. Avec pour résultat que nous, les consommateurs-rices, on s'emballe. Il ne faut rien manquer, surtout pas une vente et comme il y en a en permanence... Il faut pouvoir acheter en tout temps, de jour ou de nuit, du pire comme du meilleur, du *made in ailleurs moins cher* en masse, quitte à faire la file trois heures avant l'ouverture des commerces. Des files d'attente en Amérique? Master Card nous dit que «ça va». Moi, je dis que plus rien ne va. La pénurie dont on souffre ici, c'est celle du bon sens. 

# Qui veut bouter Bouthillier?

André Lachance

L' image a fait le tour du monde: le coureur automobile Jacques Villeneuve noyé dans une mer de fleurdelisés, lors de l'hommage qui lui a été rendu au Centre Molson. «Un de mes bons coups», se félicite Guy Bouthillier en se grattant la barbichette, fier d'avoir eu l'idée de distribuer 10 000 minuscules drapeaux québécois aux fans de Villeneuve.

Des bons coups, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal en mijote plusieurs, histoire de se débarrasser une fois pour toutes de l'image poussiéreuse qui colle à la peau de l'auguste organisme, fondé en 1834. Plus facile à dire qu'à faire, toutefois. La SSJB de Montréal est souvent perçue comme un ramassis de passésistes nationaux, obsédés par la question linguistique. Certaines erreurs de parcours, comme la recommandation faite en commission parlementaire à l'effet qu'un électeur devrait posséder la «maîtrise de la langue officielle comme prérequis pour exercer son droit de vote», n'ont certes pas aidé à modifier cette perception. Bouthillier a dû se défendre d'avoir suggéré de réserver le droit de vote aux seuls Québécois-es francophones.

«Pas facile d'apprendre à vivre avec toutes ces attaques dans les médias», reconnaît le principal intéressé. «Il suffit de défendre la loi 101 et le français pour prêter flanc aux critiques. Dans l'autobus, on m'a même lancé Heil Hitler! un beau matin.»

«La SSJB a changé mais l'image négative est toujours là, du moins dans la communauté anglophone», explique Thomas Schnurmacher, le très fédéraliste animateur d'une émission de lignes ouvertes à CJAD, le pendant anglophone de CKAC à Montréal. Si Bouthillier n'a pas bonne presse auprès des anglophones, il n'est pas mieux vu de certains péquistes. «On est là pour aiguillonner le gouvernement et la société en général, explique-t-il. Pour toutes sortes de raisons, le PQ a décidé de mettre la souverai-

neté en sourdine. Nous, on en parle et on va continuer d'en parler.»

## MOINS QUE FRENCH MOINS QUE CANADIAN

À prime abord, rien ne destinait ce fils de gérant de succursale bancaire et de championne de tennis à devenir un leader nationaliste. Bien au contraire. À l'aise aussi bien en français qu'en anglais, Bouthillier est né dans une famille bourgeoise, qui professait une grande admiration pour le monde anglo-saxon. «J'ai retrouvé une vieille photo de famille récemment et la dédicace n'était qu'en anglais», dit Bouthillier, que ses parents ont inscrit au Loyola College en 1956, après quelques années d'études à Brébeuf. C'est à Loyola que le jeune Canadien français découvre que, dans l'esprit de ses camarades comme de ses maîtres anglophones, être *French Canadian*, c'est être à la fois moins que *French* et moins que *Canadian*. «Le Québec, c'était quelque chose d'un peu risible dans ce milieu.»

En 1961, Bouthillier adhère au Rassemblement pour l'indépendance nationale. Ses voyages et ses études en droit à McGill lui ont fait comprendre que les Québécois-es, alors au bas de l'échelle sociale dans leur propre pays, doivent établir un rapport de force politique avec les anglophones de Montréal, s'ils veulent enfin sortir de leur état de sujétion. Au milieu des années 60, alors qu'il poursuit ses études doctorales à l'Institut de sciences politiques de l'Université de Paris, le jeune

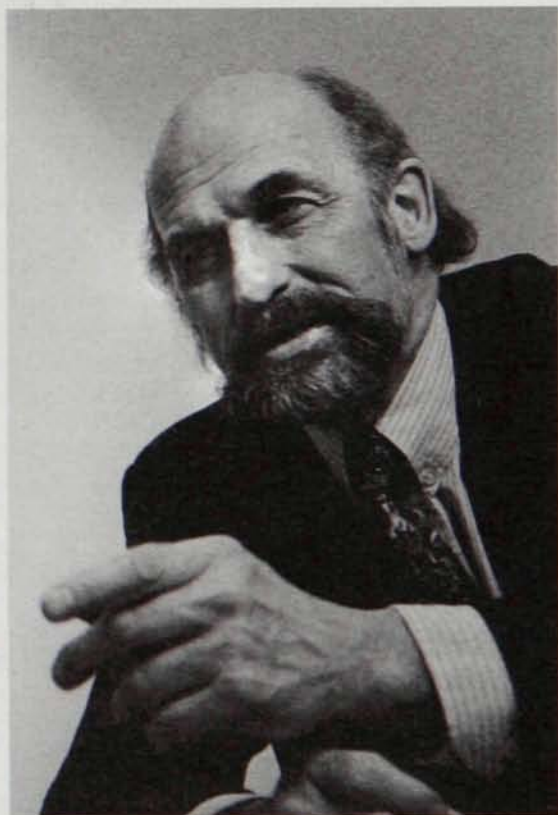


PHOTO: JEAN-FRANÇOIS LEBLANC  
(AGENCE STOCK)

Québécois découvre que la modernité peut se vivre en français. Il n'est pas le seul. Ses camarades parisiens du temps, Louise Beaudoin, Bernard Landry et Yves Duhaime, sont eux aussi fascinés par cette découverte.

Depuis 1968, Bouthillier enseigne au département de Sciences politiques de l'Université de Montréal, poste qu'il entend quitter cette année afin de consacrer sa retraite à ses activités militantes. En 30 ans, il a fouillé et publié beaucoup, s'intéressant notamment à l'aspect politique de l'immigration. Son fameux *Choc des langues au Québec*, publié avec Jean Meynaud en 1972, demeure un document important pour qui veut comprendre la dynamique particulière du Québec en Amérique. De même que *À armes égales* et *L'obsession ethnique*, des livres où il décortique la vieille et tenace volonté assimilatrice du Canada anglais.

#### PAR LA DROITE PAR LA GAUCHE

Longtemps porte-parole du Mouvement Québec français, Bouthillier s'est fait connaître comme défenseur de la Loi 101, torpillée par la Cour suprême et le lobby anglo-



PHOTO: JEAN-FRANÇOIS LEBLANC (AGENCE STOCK)

## Donneur d'honneur

Bouthillier n'entend nullement cantonner la SSJB dans le rôle d'un groupe de pression, puissant ou pas. L'homme veut améliorer la vie de la collectivité montréalaise. Parce qu'il trouve scandaleux que des enfants ne puissent manger à leur faim, il jongle avec l'idée de s'associer avec des groupes populaires afin d'offrir au moins un lunch gratuit dans certaines écoles. «Mais pas question de prendre la place de l'État ou des organismes populaires», précise bien Françoise Laliberté, l'attachée politique de Bouthillier, qui confirme que le «dossier jeune» est aujourd'hui prioritaire à la SSJB montréalaise.

Elle rappelle que l'organisme s'est prononcé contre les clauses orphelins qui discriminent les jeunes dans les conventions collectives de travail.

Les étudiants-es seront probablement les premiers à profiter des largesses sociales de la SSJB. La Ville de Montréal a donné son accord à la construction d'une imposante résidence devant le Monument-national, angle René-Lévesque et Saint-Laurent, où quelque 180 jeunes du cégep du Vieux-Montréal et de l'UQAM trouveront à s'héberger à bon prix. La SSJB, dont la Fondation du Prêt d'honneur octroie chaque année des dizaines de milliers de dollars en bourses postdoctorales,

PHOTO: ALAIN CHAGNON



«Quand Stéphane Dion tente d'établir un parallèle avec Alliance Quebec, il trompe les gens et il le sait. Alliance Quebec reçoit 20 000 \$ par semaine du gouvernement fédéral.»

montréalais. Son arrivée à la présidence de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal en 1997 crée des remous. On lui reproche, entre autres, d'avoir aboli le suranné «salut au drapeau» aux séances du conseil général, et de s'être prononcé en faveur de la déconsecration du système scolaire, une hérésie impardonnable aux yeux de certains-es. Une dizaine d'élus et de cadres, dont le directeur général, le trésorier, la secrétaire générale, la directrice à l'administration et le directeur des communications démissionnent. «Il y a un petit noyau de nos militants qui sont hostiles au changement, c'est vrai, confirme Guy Bouthillier. Des gens d'une certaine époque. Mais ils ne sont pas nombreux. Sur nos 2 000 militants actifs, à peine une dizaine sont toujours rébarbatifs à l'immigration, c'est vous dire.»

L'organisme n'a cependant pas attendu Bouthillier pour s'ouvrir aux jeunes de tous les horizons culturels. La vénérable société a cessé depuis belle lurette d'être une sorte de club de l'âge d'or patriotard et les immigrants-es participent de plus en plus nombreux à la célébration de la Fête nationale des Québécois. Les résolutions anti-immigration, fortement teintées d'antisémitisme, adoptées au cours des années 40 ne sont plus aujourd'hui qu'un souvenir honteux, récusé par l'immense majorité des 12 000 membres de la SSJB de Montréal.

«Guy a dynamisé la Société de façon incroyable, constate Salomon Cohen, ex-candidat du Parti québécois dans Outremont, que Bouthillier a recruté. Je suis le premier juif francophone à devenir membre de la SSJB de Montréal et c'est grâce à Guy, un homme d'une grande culture et d'une

grande ouverture d'esprit. Avec lui, les choses bougent. Une action n'attend pas l'autre!»

Tous ne sont pas d'accord. «Un personnage caricatural, un extrémiste au même titre que William Johnson d'Alliance Quebec», dit un ancien élève, aujourd'hui journaliste dans un prestigieux quotidien montréalais. Guy Bouthillier soupire quand je lui fais part de commentaires semblables. «Bof, dit-il, un tantinet écoeuré. C'est pas très sérieux, tout ça. Comme la plupart des Québécois, je sais qu'il y a bien des manières de penser le monde. Jamais je ne mépriserais l'anglais.»

• • •

Guy Bouthillier a de quoi se consoler. Peu d'organismes ont, comme la SSJB de Montréal, les moyens de leur politique. La Société est en effet plusieurs fois millionnaire. Une valeur aux livres de 15 millions \$, au bas mot, en incluant la Maison Ludger-Duvernay, une résidence bourgeoise de la rue Sherbrooke Ouest. «On a des moyens importants qui nous permettent d'être totalement indépendants du fédéral ou du gouvernement québécois, dit Bouthillier. Le comité de la Fête nationale, qui organise les festivités du 24 juin, reçoit bien une subvention de Québec mais pas un sou ne va à la Société. Quand Stéphane Dion tente d'établir un parallèle avec Alliance Quebec, il trompe les gens et il le sait. Alliance Quebec reçoit 20 000 \$ par semaine du gouvernement fédéral. En juin dernier, un cabinet de communications nous a offert 60 000 \$ pour permettre à un représentant des autorités fédérales de prendre la parole au spectacle de clôture de la Fête nationale. On a refusé. On ne doit rien à personne!»

## Dans la fosse aux moutons

L'automne dernier, le Premier ministre du Canada était nommé membre honoraire à vie de la **Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke**.

«Ça lui a fait le plus grand plaisir, il a été très touché», dit Marcel Bureau, directeur de l'organisme depuis 45 ans, qui se définit comme Canadien français plutôt que Québécois. «Ils sont très actifs dans l'organisation de la Fête du Canada», m'explique-t-on un peu méchamment à la Société nationale des Québécois de Sherbrooke, qui organise les festivités populaires de la Saint-Jean alors que la SSJB locale célèbre plutôt la fête religieuse, comme dans le bon vieux temps.

La SSJB de Sherbrooke est la seule des huit Sociétés Saint-Jean-Baptiste que compte encore le Québec à afficher résolument ses couleurs fédéralistes. Un parti pris qui ne plaît guère aux Sociétés de Valleyfield, La Pocatière et Québec, les seules à ne pas vouloir se prononcer sur la «question nationale» et qui refusent obstinément de se mêler de politique. Elles en veulent à Marcel Bureau, qui laisse entendre qu'elles étaient d'accord pour que Jean Chrétien soit fait membre honoraire. «Bureau ne parle que pour lui-même, on n'a jamais été consulté», s'offusque Rolande Rousse, directrice générale de la SSJB de Valleyfield, la plus grosse du Québec avec ses 35 000 membres. «On n'était pas d'accord, on était même en beau maudit, considérant le personnage», ajoute Léo Gagné, président de la SSJB de Québec. «C'est une honte d'avoir Jean Chrétien comme Premier ministre du Canada. Sherbrooke ne nous a jamais consulté!»



PHOTO: ALAIN CHAGNON

La querelle illustre à quel point la SSJB de Sherbrooke fait figure de mouton noir dans le petit monde des sociétés patriotiques québécoises, qui compte quelque 250 000 membres répartis entre les 14 Sociétés nationales des Québécois et des Québécoises qui ont pris la relève des vieilles Sociétés Saint-Jean-Baptiste, des quatre SSJB qui se sont prononcées en faveur de l'indépendance (Centre du Québec, Mauricie, Richelieu-Yamaska, Montréal) et des trois SSJB attentistes.

Pour gagner la lutte  
contre la faim



# LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les principales causes de la faim et de la malnutrition sur la planète sont la pauvreté et l'injustice dans la distribution des ressources.

Le 10 décembre dernier, nous avons célébré le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Parmi ces droits, certains sont plus fondamentaux que d'autres; dont le droit de se nourrir, reconnu dans de nombreux documents légaux tels que la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention de Genève.

Lors du *Sommet mondial de l'alimentation*, tenu à Rome en 1996, une définition de la sécurité alimentaire a été donnée: la sécurité alimentaire existe lorsque les gens ont, en tout temps, accès aux aliments dont ils ont besoin pour mener une vie saine et active. Ce qui suppose que des aliments sains, nutritifs et culturellement adaptés sont à la portée de tous en quantité suffisante.

Comme vous le savez, tous n'ont pas accès à la sécurité alimentaire.

La pauvreté empêche les populations des pays en développement d'acheter ou de produire les denrées dont elles ont besoin. Et, dans certaines régions du monde, ces effets sont aggravés par la guerre et les conflits régionaux.

La majorité des victimes de l'insécurité alimentaire se retrouve parmi les paysans privés d'un lopin de terre, les femmes, les populations réfugiées ou déplacées, les personnes âgées, les habitants des bidonvilles et les populations de nombreux pays en développement.

En 1996, 822 millions de personnes souffraient de sous-alimentation chronique. Loin de diminuer, ce nombre continue à augmenter pour atteindre des proportions inquiétantes.

## Les actions des ONG pour la sécurité alimentaire

À travers le monde, les organismes non gouvernementaux (ONG) du Nord en partenariat avec des organisations locales du Sud ont établi des réseaux de coopération qui mettent en place des **activités de lutte contre la pauvreté** afin de créer des conditions favorables à l'accès aux denrées alimentaires, en milieu urbain et rural, par l'obtention de

## Ils sont aujourd'hui 828 millions à ne pas connaître la sécurité alimentaire.

*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), novembre 1998*

Ces organisations supportent aussi des **actions sur les systèmes alimentaires** qui visent à améliorer la production, la distribution, la commercialisation, la conservation et la transformation des aliments. Ces actions se concrétisent par de l'appui à la réalisation de projets tels que des coopératives de production de semences et de conserves, ou à des projets de séchage du poisson et d'appui à la commercialisation des aliments.

D'autres actions sont consacrées à **l'éducation et à la sensibilisation à la nutrition**. Cette approche fournit aux populations les connaissances et les habiletés nécessaires

ressources pour acheter ou produire les aliments.

Ces actions prennent la forme d'aide à la formation de micro-entreprises, de microcrédit, d'appui aux réformes agraires, à la mise sur pied de projets générateurs de revenus, à l'aide alimentaire en situation d'urgence et à la création de groupes d'emprunt ou de cuisines collectives.

Ces organisations supportent aussi des **actions sur les systèmes alimentaires** qui visent à améliorer la production, la distribution, la commercialisation, la conservation et la transformation des aliments. Ces actions se concrétisent par de l'appui à la réalisation de projets tels que des coopératives de production de semences et de conserves, ou à des projets de séchage du poisson et d'appui à la commercialisation des aliments.

D'autres actions sont consacrées à **l'éducation et à la sensibilisation à la nutrition**. Cette approche fournit aux populations les connaissances et les habiletés nécessaires

# ALIMENTAIRE

pour améliorer la qualité et l'équilibre de leur alimentation, ainsi que le rapport qualité/prix des aliments qu'elles consomment. Par exemple, des organismes locaux du Sud offrent des

## 186 pays se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici l'année 2015.

sessions d'éducation à la nutrition et à l'économie familiale.

La troisième série d'actions, la **protection de l'environnement et de la biodiversité** constitue un enjeu important pour le développement des communautés. Ces actions visent à sensibiliser les communautés à développer des pratiques de production pour préserver les richesses naturelles et pour assurer la sécurité alimentaire des générations

futures. Ces actions se concrétisent par des projets d'éducation en environnement: reboisement, protection des espèces menacées et initiatives collectives quant à l'utilisation des intrants organiques.

## Une situation qu'il faut changer

Malgré tous ces efforts, la situation alimentaire mondiale est très préoccupante. C'est dans ce contexte que 186 pays se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici l'année 2015.

En décembre dernier, lors de la Conférence interparlementaire consacrée à l'atteinte des objectifs du *Sommet mondial de l'alimentation*, des représentants du monde entier ont formulé certaines recommandations, dont voici les grandes lignes:<sup>1</sup>

- Reconnaître le rôle primordial du développement agricole et rural en apportant de l'aide aux petits producteurs locaux afin de mettre en place des moyens de production qui suffisent aux besoins de leur collectivité.
- Faciliter les échanges internationaux en instaurant des méthodes d'incitation à la production.
- Encourager le commerce équitable qui consiste à offrir aux petits producteurs et aux coopératives des prix plus justes pour le travail

qu'ils accomplissent. Parmi les produits du commerce équitable, il est possible de trouver au Québec le *café à saveur équitable* chez de nombreux commerçants.

- Renforcer la société civile dans les pays du Sud pour instaurer une sécurité alimentaire durable et cibler les groupes les plus vulnérables afin de leur assurer une nutrition adéquate. C'est le cas des enfants, des femmes et des personnes âgées.
- Coopérer en situations d'urgence avec les populations affligées lors de catastrophes naturelles ou de conflits.

Outre la participation commune des gouvernements, il faudra un soutien accru de la part des ONG et des citoyens du monde entier pour atteindre l'objectif fixé.

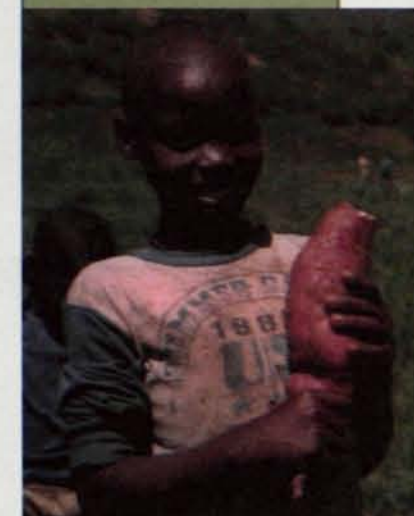
1. Conférence interparlementaire: *Atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation par une stratégie de développement durable*, Document final, Rome, 29 novembre - 2 décembre 1998.

OXFAM-QUÉBEC a pour mission d'appuyer les populations défavorisées des pays en développement qui luttent pour leur survie, pour leur progrès, pour la justice sociale et pour le respect des droits humains; de mobiliser la population du Québec et de faciliter l'expression de sa solidarité pour un monde équitable.

OXFAM-QUÉBEC  
2330, rue Notre-Dame Ouest  
Bureau 200  
Montréal, Qc H3J 2Y2  
Téléphone: (514) 937-1614  
Courriel: info@oxfam.qc.ca

Site Web:  
<http://www.oxfam.qc.ca>

Conception graphique:  
Philippe Langlois



Cet espace est retenu  
et payé par:

AQOCI  
•  
DÉVELOPPEMENT ET PAIX  
•  
INTER PARES  
•  
OXFAM-QUÉBEC  
•  
SOLIDARITÉ  
CANADA SAHEL  
•  
SUCO

organismes de  
coopération internationale  
voués au développement  
de solidarités entre les  
peuples d'ici et d'ailleurs.

Avec Viviane Labrie du CAPMO de Québec

# Rencontre du troisième type

Nathalie Labonté

## Le Trésor et les pauvres

«Je me lève tous les matins en pensant au taux de chômage, au niveau du déficit, et quand je me couche le soir, j'y pense encore. Comment peut-on comme citoyennes et citoyens, de toutes conditions, créer plus de richesses pour qu'on en ait plus à redistribuer?» Bernard Landry lance sa question au Parlement de la rue à Québec en décembre 1997. Une personne assistée sociale vit d'autres préoccupations: «Comment peut-on subvenir à ses besoins minimaux avec un chèque de 386 \$ par mois?», demande-t-elle au ministre des Finances.

Une rencontre du troisième type. Flanqué de ses gardes du corps, Bernard Landry a traversé le mur et les cordes à linge qui séparent l'Assemblée nationale des deux roulottes, campées dans le parc de l'Esplanade. Deux tribus étrangères se rencontrent. Chacun des clans déploie sa propre langue, ses propres cassettes toutes prêtes. La méfiance est palpable. Un animateur tente de modérer les échanges imprévisibles.

Avec ses lunettes d'anthropologue, Vivian Labrie retranscrit et décode cette discussion des plus singulière. Actrice de changement social, cette femme de Québec est de plusieurs luttes: marche des femmes contre la pauvreté, clause d'appauvrissement zéro, projet de loi pour éliminer la pauvreté... Depuis un bon moment, elle rêve d'un rapprochement entre les exclus-es et les élus-es. C'est l'occasion! Dans le but de promouvoir l'éducation à la citoyenneté, elle met en branle le Carrefour de savoir sur les finances publiques. Neuf citoyens-nes de Québec et des membres du Cabinet des Finances décident de la suivre.

### LE RESPECT DU REVENU NET

«Au ministère des Finances, on n'est pas habitué de dialoguer avec ce type de clientèle», souligne Jean St-Gelais, sous-ministre aux politiques fiscales et budgétaires. «L'aide sociale, ça relève de l'Emploi et de la Solidarité. On ne veut surtout pas se substituer à eux.» «Nous ne sommes pas des clients. Pour le moment nous sommes des personnes qui ont des échanges de parole en étant conscientes qu'elles ont des approches, des positions différentes et qu'elles n'ont pas les pieds dans les mêmes mondes», rétorque Vivian Labrie. Un an plus tard, trois rencontres ont eu lieu avec Bernard Landry et trois autres, plus détendues, uniquement en présence des fonctionnaires.

Après avoir imaginé un meilleur système pour le quintile le plus pauvre, au sein du comité externe sur la réforme de l'aide sociale, Vivian Labrie se rend compte de la nécessité de s'attaquer à la pauvreté de façon plus globale. «En s'appropriant les finances publiques, cela nous permet d'aborder le problème sous l'angle du pacte social et fiscal, note-elle. Les plus pauvres y ont leur mot à dire, même s'ils ne sont pas imposés. C'est toute la notion du respect du revenu net, du fait que tout le monde doit acheter sa pinte de lait.»

Pendant la première rencontre, les hauts fonctionnaires se font bombarder de questions. À l'agenda: le cycle d'opération du budget, la différence entre dollars vitaux, fonctionnels et excédentaires, la dette publique et son impact, le revenu de citoyenneté... «Certaines pourraient prendre une journée à répondre», précisent vite les fonctionnaires. Présentation sur acétates au ministère ou visites terrain dans



DESSIN: VIVIAN LABRIE

les quartiers défavorisés, on s'adapte de part et d'autre.

### LE PRODUIT INTÉRIEUR DOUX

Vivian Labrie vulgarise les concepts économiques, publie une série de documents, invente des schémas pour décrire la réalité des plus pauvres. Par exemple, le concept de produit intérieur brut engendre le produit intérieur doux, une idée d'Éloi Colpron. «L'expression rappelle toutes les contributions bénévoles des individus à la richesse de leur société», explique Jean St-Gelais. Les plus pauvres tentent d'amener le clan Landry sur leur terrain, celui des cennes noires.

«Puisqu'on vit dans des mondes différents, il nous faut trouver des passerelles», soutient Vivian Labrie.

«Au début on voyait ça comme un match, on cherchait la faille chez l'autre, concède la coordonnatrice du Carrefour de pastorale en milieu ouvrier (CAPMO). Aujourd'hui, on admet notre désavantage.» Même si bon nombre de participants-es ressortent choqués des rencontres avec le ministre, on se dit satisfait de la démarche. «Puisqu'on vit dans des mondes différents, il nous faut trouver des passerelles, soutient Vivian Labrie. Par exemple, on peut leur faire comprendre pourquoi les revenus de travail à l'aide sociale devraient être comptabilisés sur une base annuelle et non mensuelle.»

### LE «LOBBY DE LA PAUVRETÉ»

Lors d'une discussion, Bernard Landry leur balance qu'il n'a rien appris en lisant leur documentation. Consternation. Le clan Labrie révise sa stratégie et s'interroge sur le processus d'apprentissage du ministre. «C'est toujours nous qui mettons l'énergie! fait remarquer la leader. Le 13 janvier dernier, on lui



PHOTO: CLAUDE LANDRY

a remis un cahier de cours "Pauvreté 101", lui disant que ça pourrait aller jusqu'à "pauvreté zéro".» Le ministre rit jaune, mais accepte d'être plus proactif en formulant ses propres questions.

«Connaissez-vous un pays au monde qui s'est doté d'une loi pour éliminer la pauvreté?», demande Bernard Landry. Connaissez-vous un pays qui a réussi à enrayer la pauvreté? «Non», répond le petit groupe. «Mais pourquoi le Québec ne pourrait-il pas le devenir?» «Les statistiques sont-elles gonflées par le lobby de la pauvreté?», poursuit le ministre. Les deux parties ont mis les choses au clair. Ce dialogue ne sera pas une négociation et ne remplacera aucune représentation du milieu.

Concrètement, est-ce que ces rencontres vont influencer sur le prochain budget? «Dans la réforme de la fiscalité, on avait prévu rembourser la TVQ en deux versements (plutôt que douze) par année pour les prestataires de l'aide sociale, relate Jean St-Gelais. Mais en discutant avec les participants du Carrefour de savoir, on s'est rendu compte que cela occasionnerait plus de problèmes.» Au pays des cennes noires, chaque petit gain compte.

Le clan Labrie a remis au ministère des Finances plus d'une vingtaine de recommandations qu'il souhaite retrouver dans le prochain budget: injecter plus d'argent dans les parcours d'insertion, ne pas réduire les impôts, faire en sorte que les citoyens-nes comprennent mieux à quoi servent les finances publiques... Seront-ils écoutés? «On s'est engagé à commenter leurs propositions», conclut Jean St-Gelais.

Prochaine étape, la participation au huis clos du budget. Alors que les fonctionnaires expliqueront le budget aux chroniqueurs-es économiques et experts-es financiers, des gens ordinaires prendront part à l'exercice. ☺

Au printemps 97, Vivian Labrie rejoignait 250 personnes (étudiants-es, chômeurs-ses, travailleurs-ses) réclamant plus de justice, déguisées sur le thème «La Nef des fous».

À l'été 90, Recto Verso (anciennement VO) recevait en entrevue Vivian Labrie, sur les questions de culture et d'alphabétisation.



DESSIN: VIVIAN LABRIE

Le ministre Landry, au Sommet socio-économique.

PHOTO: ALAIN CHAGNON



LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT PAUL BÉGIN LANCE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LA  
GESTION DE L'EAU. IL CONSIDÈRE QUE

« L'EAU EST RICHESSE NATURELLE FRAGILE ».

## **SELON NOUS, LA DÉMOCRATIE L'EST AUTANT.**

LE DÉBAT PUBLIC SUR LA GESTION DE L'EAU DOIT ÊTRE ÉLARGI ET LE  
MORATOIRE RECONDUIT ET ÉTENDU AUX PROJETS DE PRODUCTION  
HYDRO-ÉLECTRIQUE.

### ***Lettre ouverte au Ministre:***

***Monsieur Paul Bégin,  
Ministre de l'environnement***

*Nous avons pris connaissance, lors du lancement du débat public sur l'eau, de vos commentaires concernant la fin du moratoire durant les travaux du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement [BAPE]. À notre avis, le débat public sur la gestion de l'eau doit être élargi et le moratoire reconduit et étendu aux projets de production hydroélectrique.*

*Compte tenu des résultats liés à une mauvaise gestion des eaux notamment en Angleterre, où la privatisation a entraîné des impacts sociaux et financiers importants pour les consommateurs, nous considérons qu'il n'est pas judicieux de lever le moratoire législatif sur les projets d'exploitation des eaux souterraines alors que les audiences publiques nationales viennent à peine d'être annoncées.*

*Nous craignons que pendant que les citoyens vont exercer leur droit démocratique de décider de l'avenir de leurs eaux, les entreprises puissent continuer à utiliser à des fins privées nos eaux souterraines ou qu'Hydro-Québec puisse continuer de négocier l'utilisation des rivières dans les régions, rendant ainsi caduc l'exercice démocratique en cours. C'est pourquoi nous croyons qu'il faille absolument reconduire et élargir le moratoire.*

*Bien que les questions soulevées dans le document de travail soient très importantes pour les consommateurs, il nous apparaît essentiel que le débat inclue aussi les questions touchant notamment l'utilisation de nos rivières à des fins hydroélectrique publique ou privée. D'autant plus que la Régie de l'énergie se penche actuellement sur une demande d'avis du Ministre des Ressources naturelles concernant la petite production hydraulique privée.*

*De plus, l'article 73 (obtenir l'autorisation de la Régie pour la construction de tout nouvel actif) de la Régie n'étant pas encore en vigueur, les futurs projets ne sont pas étudiés. L'ensemble de ces décisions demeurent donc des décisions politiques. Un moratoire permettrait de lever toute ambiguïté à cet égard. En effet, on ne peut avoir une approche morcelée -- la main gauche (le ministère l'environnement) ne tenant pas compte de ce que fait la main droite (le ministère des ressources naturelles).*

*Seule une approche globale et intégrée qui tient compte de tous les enjeux permettra aux citoyens d'exercer leur droits de façon démocratique et éclairée, le tout dans un climat facilitant les prises de décisions. Mais seul un moratoire élargi assurera que la démocratie est fondée sur des bases solides. La position actuelle du gouvernement du Québec pourrait, selon nous, miner la confiance que les citoyens accorderont au débat si pendant celui-ci de nombreux permis sont octroyés ou de nombreux projets sont mis de l'avant.*

*Nous souhaitons donc que vous puissiez agir rapidement dans ce dossier en prolongeant et en élargissant le moratoire. Nous vous prions, Monsieur le Ministre, d'accepter nos salutations les plus distinguées.*

*Nathalie St-Pierre, directrice générale*

#### **Action Réseau Consommateur**

1215 de la Visitation, Bureau 103, Montréal (Qc) H2L 3B5

Téléphone: 514-521-6820 Fax: 514-521-0736

Courriel: [actionrc@total.net](mailto:actionrc@total.net) 1-888-521-6820

*"Consommateur,  
si tu savais qui tu es;*

*si tu savais tout le potentiel  
qui est en toi;*

*si tu savais toute la puissance  
économique et  
politique que tu possèdes*

*mais que tu n'exerces pas..."*

André Laurin  
Fondateur des associations  
de consommateurs,  
Colloque 1996



**ACTION RÉSEAU  
CONSOMMATEUR**

**Vous identifiez un problème dans votre région?**

**Celui-ci existe-t-il ailleurs?**

**Son incidence vous semble importante? Que faire?**

**JOIGNEZ VOTRE FORCE À CELLE D'UN RÉSEAU .**

**DEVENEZ MEMBRE DE L'UN DE NOS COMITÉS :**

• **AGRO-ALIMENTAIRE**

Biotechnologies, fusions des épiceries, développement durable et agriculture biologique

• **ASSURANCE :**

Démutualisation des compagnies d'assurances, fusions bancaires, produits et services financiers

• **BUDGET, CRÉDIT ET ENDETTEMENT:**

Sessions de perfectionnement pour les consultants budgétaires

• **ÉCONOMIE :**

Impact des budgets gouvernementaux et taxes à la consommation

• **ÉNERGIE :**

Principes d'efficacité énergétique et développement durable tout en assurant des tarifs justes

• **PRATIQUES COMMERCIALES :**

Loteries, politique du livre, vente itinérante des préarrangements funéraires, étiquetage unitaire des prix en magasin

• **SANTÉ :**

Assurance-médicaments et brevets pharmaceutiques

• **TÉLÉCOMMUNICATIONS, INFOROUTES ET VIE PRIVÉE**

Tarifs résidentiels de base, concurrence dans l'interurbain, tarifs dans les zones rurales et éloignées, commerce électronique, accès aux inforoutes, protection des renseignements personnels

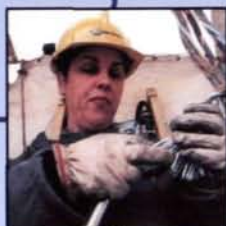
# Établir de vrais partenariats pour gérer efficacement le développement!

Depuis 15 ans, nous assistons et conseillons les municipalités du Québec dans leur démarche de revitalisation et de mise en valeur de leurs atouts socioéconomiques et culturels.

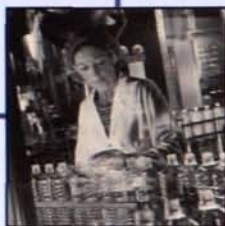
Nous les aidons à mieux gérer leur environnement bâti et leur développement économique et nous leur proposons une démarche fructueuse à suivre pour y arriver. Ainsi, nous suscitons au sein des communautés un sentiment d'appartenance et de fierté à l'égard de leur patrimoine bâti, humain et naturel.



Si vous désirez faire appel à notre expertise et profiter de notre expérience acquise auprès de plus de 60 municipalités, **contactez-nous!**



*Code du travail*  
**UNE RÉFORME S'IMPOSE!**



*Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec*

**FTQ**

La FTQ, la plus grande centrale syndicale québécoise, représente près d'un demi-million de membres. Elle est présente partout au Québec par l'entremise de ses syndicats affiliés et de ses Conseils du travail régionaux.

**ÉQUITÉ  
SALARIALE**

reconnaître sa  
**valeur**  
en voir la  
**couleur**



Pour joindre la CSN : 1 800 947-6177 [www.csn.qc.ca](http://www.csn.qc.ca)